

L'extrême droite, d'autres essayent déjà

Ebauche 3 : La Hongrie, l'Italie, l'Argentine

mars 2025



1

En ces temps incertains pour tout-es et bousculés par certains, ce qui est écrit maintenant peut très rapidement devenir obsolète. On aura essayé...

Introduction

On ne cherchera pas ici à « expliquer » les raisons de ce déferlement de pouvoirs d'extrême droite dans le monde entier. Ces explications appartiennent à « ceux qui savent » (c'est pas nous) et aux historiens dans le futur qui auront plus de recul. Mais force est de constater que de plus en plus de gouvernements de la droite extrême, voire de l'extrême droite sont à la manœuvre.

Au hasard ? USA (Trump : 2017/2021, et depuis 2025) ; Inde (Modi : depuis 2014), Russie (Poutine : 2000/2008, et depuis 2012) ; Brésil (Bolsonaro : 2019/2023). Pour ne citer que les plus puissants. Et la réélection de Trump en 2024 a donné une vigueur et un enthousiasme nouveau aux partis d'extrême droite dans le monde entier.

Dans cette brochure, nous allons nous intéresser d'un peu plus près à trois pays : la Hongrie (Viktor Orbán : 1998/2002, puis depuis 2010) ; l'Italie (Giorgia Meloni : depuis octobre 2022) et l'Argentine (Javier Milei : depuis décembre 2023). A cette occasion, on verra que si chaque gouvernement a ses propres obsessions, pas mal de décisions prises se ressemblent. Les « bonnes » idées des uns se retrouvent chez les autres. Et... rappellent des mesures prises par les gouvernements en France ces dernières années, ou envisagées par le RN.

Mais avant ça, nous voudrions élargir la focale et tracer à grands traits la période de mutations phénoménales que nous vivons, à l'échelle mondiale.

- Concernant un problème majeur pour la survie de l'humanité et de la vie sur cette planète, la crise environnementale et climatique, on ne peut pas dire que cette marée brune apporte une once

¹ Cette série est illustrée d'exemples de paréidolies. Une paréidolie (du grec ancien *para-*, « à côté de », et *eidôlo* « simulacre, fantôme », diminutif d'*eidos*, « apparence, forme ») est une expression de la tendance du cerveau à créer du sens en assimilant des formes aléatoires à des formes qu'il a déjà référencées (dixit Wikipedia).

Y a-t-il un rapport avec le thème de cette série ? Humm...

de solution. La plupart des dirigeants (de partis ou de gouvernements) d'extrême droite se vantent d'être « climatosceptiques ». Le dérèglement climatique, la chute de la biodiversité qui en résulte, ne seraient pas produits par l'action humaine, encore moins par l'activité économique, industrielle, depuis deux siècles.

On sait que ce dérèglement climatique entraîne et entrainera des souffrances humaines parmi les populations les plus pauvres, des migrations sans précédent, mais aussi des guerres féroces pour capter les ressources (eau, minerais, terres agricoles, énergie) devenant rares. Et loin de prendre un début de mesure de diminution de cette activité polluante, Trump a déclaré vouloir développer les énergies fossiles et nucléaire pour rendre l'Amérique indépendante et diminuer le coût de l'énergie. Il a même qualifié le réchauffement climatique de « *canular* ». Milei nie le changement climatique et le qualifie de « *mensonge des socialistes* ». Quant à Meloni, elle tient un discours soft, se contentant de s'aligner sur l'UE et aussi sur les Etats-Unis (voir plus bas les grands écarts que cela risque de lui provoquer), tout en développant autant qu'elle le peut les profits liés au gaz, notamment en Afrique.

Quant au RN, Marine Le Pen estime qu'il n'y a pas d'alternative crédible au nucléaire, que les énergies renouvelables, « *c'est du bricolage* », que le bio c'est « *une dictature* », et elle n'est « *pas sûre que l'activité humaine soit l'origine principale* » du changement climatique.

On pourrait en (sou)rire si ces groupes ne pesaient pas d'un poids incontournable sur les décisions (déjà bien trop falotes) des différentes conventions internationales ; s'ils n'instillaient pas le doute dans la tête des gens (dans un sondage de 2023, 43% des français refusent de « croire » au changement climatique), doute qui favorise les intérêts des industries et de l'agriculture polluante.

- **En termes de crises économique et politique à l'échelle mondiale, nous assistons à une redistribution drastique des cartes de la domination mondiale.** Depuis plus d'une décennie, les USA sont en perte de vitesse, la Chine par contre étend ses *filets soyeux*² autour de la planète. En effet, la Chine a les moyens financiers d'investir dans des infrastructures, d'acheter terres et sous-sols partout dans le monde, d'imposer sa domination, pour le moment de manière « douce » (l'aide chinoise à la modernisation des pays pauvres se monnaie avec la soumission des peuples de ces mêmes pays à l'ordre sino-capitaliste)³. Face à cette offensive, les USA, qui n'ont plus les moyens financiers (et donc politiques) d'imposer leur lois autour de la planète, risquent de se lancer dans de nouvelles tentatives d'enrichissement. D'autant que la Chine mène une guerre monétaire de longue durée contre le dollar comme monnaie internationale. Pour le moment, Trump se lance dans des gesticulations verbales inattendues et signe des décrets imprévisibles, ce qui déstabilise ses adversaires. Autre manière de prendre le pouvoir : il annonce qu'il retire les USA et leur financement de plusieurs organismes internationaux (dont l'OMS), il exige un financement des alliés de l'OTAN à hauteur de 5% du PIB (au lieu des 2% actuels), il annonce l'annexion probable du Groenland, de Gaza et autres, il amorce la déportation des migrants vivant aux Etats-Unis, et on en passe...

Et, bien évidemment, ni les gouvernements américains, ni les européens ne se laisseront détronner sans réagir violemment. Voyant leur influence internationale se racrapoter, plusieurs ex-empires coloniaux tentent d'un côté de copier la Chine en tissant, à leur tour, un réseau économique et stratégique de développement, contraignant pour les populations des pays pauvres, d'un autre

² Allusion aux *Nouvelles Routes de la Soie* que met en place la Chine : logistique et transports, mais aussi énergies et communications, voire numériques (voir la brochure « *Tout le monde s'en fout* »).

³ Thomas Piketty apprend aux lecteurs du *Monde* du 15/02/2025 que le PIB de la Chine « *est actuellement plus de 30 % plus élevé et atteindra le double du PIB états-unien d'ici à 2035. Cela a des conséquences très concrètes en termes de capacité d'influence et de financement des investissements dans le Sud, surtout si les Etats-Unis s'enferment dans leur posture arrogante et néocoloniale. La réalité est que les Etats-Unis sont sur le point de perdre le contrôle du monde, et que les saillies trumpistes n'y changeront rien.* »

côté, dans leur propre pays, ils se lancent dans la voie du protectionnisme⁴ et du souverainisme⁵, faisant fi de tous les traités commerciaux et politiques qui étayaient une mondialisation, aujourd'hui en état de disgrâce.

Le retour au pouvoir d'un Trump décomplexé risque de rebattre les cartes géopolitiques. Ce dernier a affirmé ne plus rechercher des alliés politiques, mais des clients pour les entreprises américaines. Vis-à-vis de l'Europe, il a clairement indiqué que son principal objectif politique sera de diviser l'Europe, de l'affaiblir politiquement et économiquement, en traitant avec chaque pays individuellement, en position de force⁶.



- Par ailleurs, il y a la très probable⁷ défaite de l'OTAN dans la guerre en Ukraine, la Russie, sortant politiquement renforcée de cette guerre qu'elle a entamée en 2022. L'économie russe n'a pas succombé aux pressions européennes, même si elle sortira très affaiblie économiquement : elle a plutôt établi d'autres relations avec les pays non européens (les BRICS+⁸, par exemple).

« *Le temps est ainsi venu [pour les Etats-Unis] de « tendre la main » à Moscou en vue d'un semblant de paix qui ferait la part belle au Kremlin afin de contrecarrer l'alliance stratégique scellée par la Russie avec la Chine la veille de l'invasion de l'Ukraine et jamais démentie depuis.*⁹ » Un accord entre la Chine et la Russie, signé au début de février 2022 (quelques jours avant le début de la guerre), prévoyait un soutien indéfectible entre les deux pays : en clair, « je te laisse envahir l'Ukraine, tu me soutiens quand j'annexerais Taïwan ». L'Ukraine, quant à elle, aura perdu 100 000 soldats morts, 400 000 soldats blessés, 200 000 déserteurs (chiffres de novembre 2024)¹⁰, et plus de six millions d'ukrainien-es ayant fui les hostilités (reviendront-ils tous dans un pays ravagé ?), ainsi que des territoires (dont le Donbass et la Crimée) et probablement des ports stratégiques pour un accès à la mer Méditerranée.

Pour le moment, l'OTAN est un enjeu de taille dans la construction de l'Europe militarisée. Trump laisse planer la menace de diminuer l'apport financier des USA, et exige que les autres partenaires augmentent le leur à hauteur de 5% de leur PIB, sous peine de quitter le navire (qui prend déjà l'eau)¹¹. En mars 2025, Trump a suspendu son aide militaire en Ukraine pendant huit jours, semant la panique au plus haut niveau de l'UE. Macron, comme d'autres, annonce déjà sa décision d'augmenter le budget

⁴ Protectionnisme : politique économique qui consiste à mettre en place des droits de douane, des quotas d'importation ou encore des normes spécifiques pour diminuer les importations et pour favoriser les entreprises et travailleurs nationaux. Mais il peut, au final, pénaliser les consommateurs, l'investissement et l'innovation.

⁵ Souverainisme : option politique et économique basée sur la défense de la souveraineté de chaque pays, par opposition aux doctrines prônant une plus grande intégration européenne. S'y associent les penchants xénophobes et pour le repli sur soi.

⁶ En fait, Trump applique aux Etats européens (et autres), ce que les Etats permettent aux patrons d'appliquer aux salariés : des contrats librement négociés entre partenaires.

⁷ Ces lignes ont été écrites en mars 2025, la guerre ukraino-russe faisant toujours rage.

⁸ Les BRICS+ sont un groupe de dix pays qui se réunissent en sommets annuels : le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud, l'Iran, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Indonésie et l'Éthiopie, ayant pour but de rivaliser avec le Groupe des sept (le G7), qui est un regroupement informel de sept économies avancées du monde, à savoir l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni, ainsi que l'Union européenne.

⁹ Mouvement communiste, bulletin de mars 2025.

¹⁰ Douter de tout 21 : *L'Ukraine et ses déserteurs*, novembre 2024 : <https://ddt21.noblogs.org/?p=3603>

¹¹ L'effort demandé aux populations européennes pour financer l'OTAN est déjà de 2,5% à 4% du PIB, selon les pays. Macron, en février 2025 a réuni les chefs d'Etats des principales forces militaires de l'OTAN, pour tenter de contrer la politique de Trump. Cette réunion a acté un effort supplémentaire : les pays financeront la guerre à hauteur de 3,5% de leur PIB. Van Der Leyen a promis de revoir la norme du Pacte de Stabilité pour cette occasion. Comme quoi, quand on veut, on peut...

militaire à 110 milliards d'euros par an (5% du PIB), au lieu des 50 milliards en 2024 (2% du PIB) et 33 milliards en 2017. Evidemment, les coups de sabre dans les budgets sociaux seront justifiés (et acceptés par les élu-es) au nom de la sécurité nationale !

Continuant à saboter une organisation qu'il juge « *obsolète* », Trump cherche à négocier directement avec Poutine les conditions de l'arrêt de la guerre, le tout sous les auspices de l'Arabie Saoudite, traitant ainsi ce pays belligérant d'égal à égal, par-dessus l'Ukraine et l'Europe. Europe qui, toujours aussi peu unie¹², se retrouve reléguée à un strapontin diplomatique et probablement bientôt isolée car sans le secours états-unien pour sa défense militaire. Macron se positionne en chef de guerre, que ce soit à Paris (février 2025) ou à Bruxelles (mars 2025), pour réorganiser la guerre en Ukraine (en dehors des Etats-Unis ?). Un vote de l'UE quasi unanime d'un budget de 800 milliards permettra la militarisation des économies de ces pays, le renforcement de la main droite de ces Etats déjà musclée au détriment d'une main gauche bien rachitique. L'UE étudie la possibilité de faciliter le financement des industries de guerre, en retirant ces dépenses de la comptabilité des règles d'or. Défense de la démocratie ou course pour l'accaparement des ressources minières et céréalières de l'Ukraine, en concurrence avec les USA ?

Quant au Moyen Orient, les changements bousculent les perspectives à vitesse grand V : Gaza détruite, la Cisjordanie en passe de subir le même sort, Israël, qualifié de génocidaire mais restant tout puissant, qui occupe le Sud Liban et une partie de la Syrie, un Etat iranien aujourd'hui brinquebalant, un régime syrien qui n'existe plus et le suivant qui cherche ses alliances du côté de la Turquie, un Hezbollah bien réduit dans un Liban affaibli ... Voilà de quoi ouvrir les appétits de l'Arabie Saoudite, du Qatar qui se positionnent au premier plan dans les négociations entre belligérants, et par-dessus tout, une concurrence sans merci entre la Chine et les USA pour le contrôle de la région et de ses richesses, et la reconstruction on ne peut plus juteuse de ces pays en guerre.

- **Et la dette publique en Europe, dans tout ça ?** Le 10 février 2024, après deux ans de discussions, le Conseil de l'UE est parvenu à un accord sur une réforme du Pacte de Stabilité. Sans rentrer dans les détails, les nouvelles règles sont les suivantes : les pays qui ont un déficit supérieur à 3 % devront le réduire de 0,5 % chaque année. En ce qui concerne la dette, les pays qui ont un endettement supérieur à 60 % du PIB devront le diminuer de 1 point de pourcentage chaque année. Ajoutons que la mise en place de sanctions pour non-respect des règles a été renforcée, ce qui revient en réalité à rendre cette réforme pire que la précédente.

Les deux critères de la règle d'or, à savoir un déficit de 3 % et un endettement de 60 % du PIB, considérés de plus en plus largement comme obsolètes, restent donc pleinement d'actualité. Et aucun pays n'y coupera.

En France (dette à 113 % du PIB, soit 3 303 milliards d'euros), suite à l'annonce d'un déficit de 5,5 % (150 milliards d'euros)¹³ en 2023, le gouvernement a annoncé en urgence 10 milliards de réduction de dépenses pour l'année 2024 et 30 milliards supplémentaires pour 2025.

Cette soudaine obsession pour le remboursement de la dette publique n'est que le résultat d'un choix politique. Rien n'y obligeait les Etats il y a encore quelques mois, et rien ne les y oblige aujourd'hui.

Une fois de plus, ce sont les travailleurs qui vont payer : raboter le droit au chômage, repousser l'âge de départ à la retraite, sabrer dans les dépenses de santé et de l'éducation, ou de la transition écologique.

¹² L'UE s'est montrée lamentablement incapable de condamner le gouvernement israélien, pourtant accusé de génocide par la Cour Pénale Internationale de La Haye, dans sa guerre contre les palestiniens, et tout aussi immobile dans les guerres qui ravagent le continent africain.

¹³ Au troisième trimestre 2023, selon l'INSEE. Les prévisions officielles pour 2024 établiraient un déficit de 6,1%.

Pour l'heure, les partis d'extrême-droite européens, restent silencieux quant aux solutions qu'ils préconiseraient, s'ils étaient au pouvoir. C'est ça la confortable position d'être dans l'opposition : se taire dans des moments délicats, et imposer ses mesures dans les moments phares.

Un autre fond d'écran, non abordé ici (voir ébauche 2 sur les migrants), **c'est le vieillissement des populations surtout occidentales, mais aussi sur toute la planète**, accentué par la baisse de la natalité. Si dans une perspective malthusienne, on peut se réjouir que la population mondiale augmente de moins en moins vite, cela aura néanmoins un impact sécuritaire sur les politiques des flux migratoires, et antisocial sur les politiques de redistributions sociales (allocations sociales, retraites, par exemple).



Quand la crise économique et sociale, aggravée par l'injonction à rembourser ces dettes illégitimes, mettra les populations aux abois, les mouvements d'émancipation devront compter sur ces loups gris pour le moment à l'affut.

Pour qui cela lasse et veut aller au plus vite à la dernière page

Ces trois pays (Hongrie, Italie, Argentine) aux gouvernements extrême-droitistes, d'**histoire récente différente** (voir les cartes postales) avec des spécificités propres, ont pourtant des **points communs**. Des intérêts et des objectifs communs : celui de contrôler au maximum la société pour sauver le maximum possible du capitalisme et engranger au passage des profits, financiers et symboliques.

Ces trois pays ont connu, sous des formes diverses, **des expériences socialistes ou communistes dans la seconde moitié du 20^{ème} siècle**, qui furent des fiascos. Ces partis dit « ouvriers » n'ont pas su, pas pu, apprivoiser le capitalisme, ce qui était bien évidemment une mission impossible. Mais plus grave, ils n'ont pas voulu sortir du capitalisme, contrairement à ce que leur idéologie avait prétendu. Ils reprennent désormais à leur compte nombre de thématiques et d'éléments de rhétorique extrême droitiste. Et c'est en ce sens qu'ils portent une **grande responsabilité** dans le rejet, de la part des classes spoliées, de cette voie possiblement émancipatrice.

Ces gouvernements ont tous les trois commencé par **vouloir changer la constitution** (avec plus ou moins de succès) pour s'assurer le maximum de chances de se maintenir au pouvoir, comme par exemple faire accorder un bonus au parti vainqueur des élections législatives : une chambre majoritaire soutenant un parti minoritaire ! Les élections y sont dites « libres », bien que les dés soient pipés.

Ils ont tous les trois continué en voulant **mettre à leur botte la classe intellectuelle**, chargée historiquement de légitimer le pouvoir : nouvelles directions à la tête des médias, contrôle des universités et des associations, démissions de certains juges, licenciement de fonctionnaires (profs) récalcitrants.

Sans incarcération ni assassinats des dissidents, c'est la tactique actuelle de la nouvelle extrême droite. Mais **l'asphyxie financière** (licenciements, retrait des subventions, procès systématiques) est très efficace. Les nouvelles extrêmes droites ne sont pas totalitaires, elles ne sont pas non plus révolutionnaires, elles ne sont pas fondées sur des mouvements de masse violents ou des philosophies irrationalistes et volontaristes, elles ne jouent pas, même en blague, avec l'anticapitalisme. **Elles ne cherchent pas à bouleverser les formes politiques dominantes** de la démocratie électorale et du gouvernement représentatif.

Ces gouvernements mettent en place des **mesures sociales traditionalistes** (femmes, familles, LGBT+) et des mesures économiques au profit des entreprises, au détriment des pauvres et des travailleurs. Avec comme conséquence une **augmentation de la pauvreté et de la précarité**.

Ils jouent sur la **fibre nationaliste et la fierté souverainiste** (politique anti migrants, voire méfiance vis-à-vis de l'UE pour les deux pays européens).

Ils se maintiennent au pouvoir (ou y reviennent), par fiasco des politiques de gauche au cours de ces dernières décennies, et par besoin pour les populations de stabilité et de paix dans une vie par ailleurs précarisée par leurs différentes mesures. Ils ont beau jeu de dire que le pays serait dans une situation encore pire s'ils n'étaient pas là. Encore un petit peu de sacrifices et on y arrive...

Voilà en gros ce qui développé dans les pages qui suivent. Et ce que le RN mettra probablement en place s'il arrive au gouvernement en France.

Vous pouvez maintenant aller à l'avant-dernière page !

La Hongrie



Cartes postales hongroises

La Hongrie a une histoire spécifique qui peut expliquer certains points de la situation actuelle.

Pendant la guerre

La Hongrie fut une alliée de l'Allemagne nazie, participant à l'invasion de l'URSS. Les partis d'extrême droite étaient antisémites (plus de 450 000 juifs furent envoyés en camps nazis ainsi que des dizaines de milliers de Roms). Après la guerre, ces partis furent impuissants (procès et prison des principaux responsables), et ce pendant quelques décennies. La Hongrie dut payer un tribut de 300 millions de dollars de dommages à l'URSS et à la Pologne.

De 1945 (partage du monde occidental à la conférence de Yalta) à 1989 (chute du mur de Berlin)

La Hongrie fit partie du « *bloc de l'Est* », ses gouvernements étant à la solde du Kremlin. Ne pas oublier **l'insurrection de 1956** contre le gouvernement hongrois et donc le régime soviétique, avec une tentative de contrepouvoir (les conseils ouvriers). Cette révolte fut réprimée par l'armée hongroise puis l'invasion de l'armée soviétique.

Après 1989, commence la période de transition vers l'économie de marché

Période très rude pour les travailleurs. Les gouvernements successifs ont privatisé les entreprises nationales, espérant attirer ainsi les investisseurs capitalistes. Le chômage explose, allant jusqu'à 30%, puis diminuant aux environs de 10% à l'heure actuelle. La pauvreté augmente, surtout chez les retraités et les Roms. Et surtout, les inégalités entre les classes sociales, qui existaient déjà sous le régime soviétique, atteignent par la suite les niveaux occidentaux.

De nos jours

Il y a une coupure économique et sociale entre la capitale, les grandes villes et les campagnes. La capitale et son agglomération florissante hébergent 20 % de la population mais assurent 40 % du PIB. La qualité de vie s'est améliorée également dans certains centres urbains plus petits, mais le niveau des salaires reste très bas en dehors de Budapest. Les espaces ruraux ont de mauvais accès aux services et aux prestations sociales élémentaires.

Le coût de la vie en ville est tel qu'on assiste à une « exurbanisation » : les classes moyennes quittent les grandes villes pour s'installer dans des villages périphériques qui se résidentialisent. Les plus pauvres s'exodent vers des petits villages reculés. La transition n'a profité qu'à une minorité...

Cela peut expliquer, en partie, la rancœur vis-à-vis des promesses capitalistes de prospérité non tenues (et pour cause...), le repli sur soi et le nationalisme, sentiments sur lesquels surfent les partis d'extrême-droite.

Côté géographique

La Hongrie a une frontière commune avec l'Ukraine (avec laquelle elle nourrit des contentieux au sujet de territoires annexés et de minorités hongroises en Ukraine) et la Serbie. Et elle n'est pas loin de la Russie. Ce qui peut expliquer, en partie, les atermoiements hongrois pendant la guerre en Ukraine, Orbán ne s'opposant pas aux sanctions de l'Otan contre la Russie, mais demandant la neutralité dans les combats sur le terrain. Orbán aurait gagné, en partie, les élections d'avril 2022 en promettant à la population de garantir la paix.

Présentation

Le pays a 10,6 millions d'habitants.

Viktor Orbán est élu député en 1990 puis en 1994. Premier ministre de 1998 à 2002, il forme un gouvernement de coalition.

En 2004, la Hongrie intègre l'UE.

Au cours de cette période de transition vers le capitalisme, le parti Fidesz, fondé par Orbán, a évolué avec le sens du vent. A l'origine anti-communiste, anti-clérical et pro-capitaliste, il vire au parti autoritaire puis extrême-droitiste, prônant alors des valeurs chrétiennes et surfant ainsi sur les vagues de déception et de ressentiment des « perdant-es de la transition ».

Depuis 2010, Fidesz gagne toutes les législatives.

En avril 2022, le Premier ministre Orbán a été reconduit pour un quatrième mandat consécutif, s'assurant une majorité absolue au parlement hongrois. Des élections auront lieu en 2026, Orbán s'y prépare déjà.

Situation économique

La récession qui frappe le pays depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie se caractérise par l'inflation la plus élevée de l'Union européenne (17 % en 2023 et encore près de 4 % 2024). Plus grave encore pour l'avenir, l'investissement chute : -8 % en 2023, -10 % en 2024. La Hongrie n'est pas entrée dans la zone euro, la faute aux mauvais résultats financiers dit l'UE, par souci d'indépendance répond Orbán. Le forint a chuté de 15 % par rapport à l'euro en deux ans et demi.

La période prolongée d'inflation élevée a érodé le revenu disponible et contribue à la baisse de la consommation des ménages. Le déficit du budget de l'Etat est de 5,6% du PIB en 2024, quant au ratio dette/PIB, il atteint 73,5 % en 2023.

L'industrie (automobile, électronique, etc.) est fortement déficitaire. Les petites et moyennes entreprises nationales sont soumises à des taux d'imposition effectifs plus élevés que les multinationales. Les entreprises étrangères utilisent la main d'œuvre hongroise bon marché pour faire de juteux profits. Une corruption endémique existe qui ne favorise pas une reprise économique.

Selon le magazine Forbes, cette économie dite de marché se concrétise par une concurrence faussée qui favorise la prospérité de quelques-uns (les alliés ou les proches) au détriment des autres : les chasseurs de rente proches du pouvoir ont amassé d'énormes fortunes.

Premières mesures

Attaques contre les institutions

Dès 2011, le parlement adopte une loi qui réduit quasiment de moitié (de 386 à 199) le nombre de députés : les grandes villes, plus « contestataires », étant rattachées aux petits villages pro-Fidesz et qui légalise des réformes affaiblissant la Cour constitutionnelle, contre-pouvoir chargé de contrôler la

conformité des lois avec les règles de l'État de droit. Une réforme à laquelle Marine Le Pen avait publiquement apporté son soutien...

Attaques contre la presse et la culture

En parallèle, le gouvernement hongrois a légiféré pour mettre au pas les médias, et placé des proches du pouvoir à leur tête. Des journaux critiques à l'égard du gouvernement disparaissent, journalistes licenciés. Parfois les titres sont rachetés par des proches du pouvoir. Orbán place deux figures de l'extrême droite néofasciste et antisémite à la tête du Nouveau théâtre de Budapest.

En 2017, une loi conduit à la fermeture de l'université de Budapest créée en 1991 par le milliardaire juif d'origine hongroise, George Soros, devenu une cible utile pour dévier les critiques.

En ce qui concerne la culture, le gouvernement finance des rénovations de bâtiments (théâtres), mais censure des comédies musicales sous prétexte qu'elles peuvent inciter les jeunes à l'homosexualité, ou licencie des artistes peu à son goût.

D'après un rapport de l'OCDE, la Hongrie est l'un des pays qui investit le moins dans l'éducation, les professeurs sont mal payés, mais les manuels scolaires sont triés sur le volet¹⁴. Les études de genre sont prohibées et l'apprentissage de l'Histoire doit faire place au passé glorieux du pays. Une loi de 2023 modifie le statut des enseignants, ils ne sont plus fonctionnaires mais « *employés de l'éducation publique* », leur rémunération dépendra d'un contrôle annuel de leur zèle et de leurs résultats.

Attaques contre les associations

En 2013, une campagne de calomnie est relayée par les médias, accusant les associations d'être liées aux partis d'opposition. L'année suivante, un organisme gouvernemental lance une série d'audits (ordonnée par le premier ministre) sur les comptes des ONG hongroises ayant critiqué la politique d'Orbán.

En 2017, une loi les oblige à rendre publiques toutes leurs sources de financement provenant de l'étranger, ainsi que le nom de tous leurs donateurs même européens. Le texte est proche de celui adopté en 2012 en Russie, classant les ONG recevant de l'argent de structures non-russes comme des « *agents de l'étranger* »...



En 2023, une loi dite « *de souveraineté* » est censée permettre un accès très large à des données, à tout type d'informations sur des personnes, et des organisations... y compris des informations sensibles soumises à des règles de confidentialité, cela peut donc entraîner des sanctions allant jusqu'à des peines de prison.

En 2025, encouragé par les purges mises en place aux États-Unis par Donald Trump, Viktor Orbán va encore plus loin que le président américain. À la radio hongroise, le Premier ministre hongrois promet d'éliminer les médias indépendants et les ONG : « *Il faut les balayer ! Le président américain a montré la voie, c'est le moment ou jamais d'éliminer le réseau Soros et tous ces réseaux internationaux. Nous allons légalement les empêcher de fonctionner.* »

¹⁴ Hedwige nous susurre même qu'Harry Potter a été interdit en Hongrie, après l'adoption de la loi contre l'homosexualité en 2021. Ce qui a provoqué des manifestations (contre la loi dans sa globalité ; Hedwige ne sait pas si la libre circulation d'Harry Potter était une revendication).

Attaques contre les travailleur·ses

Le gouvernement hongrois a décidé d'abaisser l'imposition sur les sociétés de 19 % à 9 %, ce qui en fait le plus bas d'Europe. Tout en imposant assez fortement les banques étrangères.

Le gouvernement a tenté de renationaliser les entreprises du secteur de l'énergie au nom du « patriotisme économique ».

Fidesz a introduit en 2011 un impôt sur le revenu à taux unique à 15%, flat tax, (y compris sur le salaire minimum).

Le nouveau code du travail adopté en 2012 a proscrit les grèves dans le secteur public et est globalement considéré comme l'un des plus favorables aux employeurs en Europe.

En 2019, le Parlement a également adopté la tristement célèbre « loi esclavagiste », qui garantit l'autorité des employeurs sur l'attribution des heures supplémentaires (jusqu'à 400 heures par an lissés sur 3 ans et payés à terme, au lieu de 250 avec une semaine de 40h) et des congés. En réaction, le pays a connu une grosse vague de protestations organisée par les syndicats.

Le taux de chômage officiel est un des plus bas d'Europe, mais à quel prix ? Au nom de la restauration de la « *dignité du travail* » et de la répression des « *parasites de l'aide sociale* », une des premières mesures de politique sociale du gouvernement Fidesz a été de réduire la période de perception des allocations de chômage à trois mois, la plus courte de l'Union européenne. Le montant mensuel de l'indemnité de chômage représente 60 % du revenu mensuel moyen du chômeur. Le taux de chômage en janvier 2025 était en moyenne de 4,3%.

Attaques sociales

L'économie est complètement orientée vers l'exportation. Par conséquent, beaucoup de services publics, dont la santé et l'éducation, sont terriblement sous-financés. Le gouvernement a non seulement sabré dans les dépenses sociales, mais il l'a fait de manière très inégale, en redistribuant les ressources aux personnes à haut revenu. Entre 2010 et 2017, les pensions, les allocations ont diminué de façon spectaculaire pour les déciles de revenus inférieurs et a augmenté considérablement pour les déciles de revenus supérieurs. Les classes moyennes, voyant la dégradation des services publics, se tournent vers le privé, notamment en ce qui concerne la santé et l'éducation.

La TVA est de 27%, c'est la plus forte d'Europe. C'est un impôt parfaitement injuste puisqu'il frappe plus durement les pauvres que les riches, non en chiffres absolus mais en pourcentage de pouvoir d'achat comparé aux revenus qu'il affecte.

Résultat : on considère (ces chiffres sensibles sont toujours objets de luttes) que le nombre de pauvres en Hongrie serait de l'ordre de 2,5 à 3 millions, soit entre le quart et le tiers de la population.

Attaques contre les migrants¹⁵

En 2015, année dite de la crise des migrants, la Hongrie a érigé un mur de barbelés haut de 4 mètres et long de 175 km, à sa frontière avec la Serbie. Il a ensuite été doublé par un autre mur, agrémenté de moyens de contrôle informatisés. Puis Orbán a présenté la facture à l'UE qui a refusé de

¹⁵ Cette partie a été développée dans l'ébauche 2 de cette série : « *l'extrême droite, on n'a pas encore essayé* », consacrée aux migrants.

payer et qui a voté une condamnation (bien hypocrite) jugeant ce dispositif contraire aux règlements européens.

Le droit d'asile n'existe pas dans les faits, les migrants qui réussissent malgré tout à passer, se tournant vers les gangs de passeurs, sont systématiquement refoulés vers la Serbie.

La Hongrie a aussi refusé de participer à la mesure européenne de redistribution de « *quotas de migrants* » à travers l'Europe. De fait, c'est un pays qui a très peu de migrants sur son sol.

Mais comme cette politique drastique n'est pas dans l'intérêt des patrons, même hongrois, qui sont en manque de main d'œuvre (du fait des mauvaises conditions de travail et du vieillissement de la population), la Hongrie ouvre ses frontières à des « *travailleurs invités* » qui peuvent rester entre trois et cinq ans.

Relations conflictuelles avec l'UE

Les relations avec l'UE sont tendues. En effet, cette dernière peut bloquer des fonds si elle estime que des Etats ne respectent pas certaines règles. C'est ainsi que la Hongrie n'a pas reçu toutes les aides européennes (quelques dizaines de milliards d'euros, quand même) pour avoir porté atteinte à l'indépendance des tribunaux, des médias et des ONG. Mais pas pour ses mesures anti-migrants...

Quelques jours après le début de sa présidence de l'UE (deuxième semestre 2024), Orbán a rendu visite à son ami Poutine, ce qui a déplu aux autres membres de l'UE. Cela s'explique non seulement par la proximité de la politique menée par ces deux chefs d'Etat, mais aussi par le fait que la Hongrie est restée très dépendante économiquement de la Russie. La Russie fournit en effet 90% du gaz et 65% du pétrole consommés en Hongrie. Il n'a pas fait d'autres esclandres pendant sa présidence à l'UE, son attitude a même été jugée par ses pairs comme « globalement neutre ».

Par ailleurs, s'il n'a jamais mis son veto au sujet des sanctions économiques que l'UE a voté à l'encontre de la Russie (même en février 2025), il s'est déclaré neutre dans la guerre, refusant de participer au soutien de l'OTAN à l'Ukraine, position acceptée par le chef de l'OTAN. Mais en mars 2025, ce pays a mis son veto à l'augmentation de l'aide militaire européenne à l'Ukraine, après la suspension de cette aide par Trump.

Et Trump fut de retour



Orbán a toujours été un allié de Trump. Son retour à la tête des USA le galvanise. Il affirme désormais vouloir passer du camp des « *rebelles* » à celui des « *gagnants* » contre ce qu'il a nommé « *l'empire libéral* », grâce au président américain.

Dans le conflit russo-ukrainien, Orbán prend clairement position pour la voie imposée par Trump : des négociations directes avec Poutine, sans s'embarrasser de l'UE. Orbán s'est même désolidarisé de toute tentative de position européenne commune dans cette histoire.

Cette position d'affidé peut ne pas être payée en retour. Trump ne prend pas en considération les petits pays qui pèsent économiquement et politiquement bien peu. Par ailleurs, Trump ne se soucie que des intérêts américains sur le court terme, et pas de faire la promotion de « *l'illibéralisme* » d'un pays européen.

Que fait l'opposition?

Avec l'implosion du camp soviétique, beaucoup de cadres « communistes » ont viré avec le vent. Chez les opposants intellectuels, la colère envers le socialisme en tant que projet raté était culturellement écrasante. Beaucoup sont devenus anti-communistes. Au sein de la population, la thérapie de choc qui a accompagné la transition vers le capitalisme décomplexé a créé le sentiment d'illégitimité de la démocratie libérale, beaucoup ont perdu leur emploi et leur logement.

Fidesz, au pouvoir depuis 15 ans, a eu le temps d'anéantir toute opposition intellectuelle et culturelle dite progressiste, et d'effacer toute trace mémorielle de cette époque (statue de Polanyi ou de Lukacs déboulonnées, par exemple).

Aujourd'hui, les partis qui peuvent s'opposer à Orbán sont plus à droite que lui. Jobbik, qui fut un parti néo-nazi en vogue, a mis de l'eau dans sa rhétorique pour se présenter aux élections. Il semble maintenant en perte de vitesse. Un autre parti, se positionnant lui aussi à la droite d'Orbán, Tisza, semble à son tour monter en puissance, mettant pour la première fois depuis 15 ans Fidesz en difficulté aux élections européennes. En effet, Péter Magyar, ancien membre du cabinet Orbán, est encore plus raciste, ne soutenant aucun peuple « *non civilisé* », et prétend encore durcir la politique d'Orbán anti migrants et pro-entreprises.

Malgré les tripatouillages pré-électorales et les cadeaux faits à ses futurs électeurs (plus de 7000€ par exemple offerts aux pauvres des campagnes pour rénover leur logement), si Orbán perd les élections législatives de 2026, ce sera par sa droite...

Dans la rue, et sur les lieux de travail, les hongrois manifestent, malgré la répression : pour la liberté pédagogique, contre les lois sur l'homosexualité, contre la corruption, pour le droit au logement, etc. Ce sont des manifestations importantes, surtout à Budapest. Certaines semblent soutenues par les partis tels Tisza.

La grève des fonctionnaires est devenue illégale en 2022. De nombreux enseignants, grévistes en mars 2022, ont été licenciés.

Soutien populaire à Orbán

Malgré tout, la victoire d'Orbán aux élections législatives de 2022 fut très importante : il fut remis au pouvoir pour la quatrième fois de suite. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce succès. Malgré la crise économique, la récession, etc., Orbán a la capacité à s'adresser aux démunis, aux marginalisés et aux perdants de la mondialisation. Perdants qu'il a, par ses mesures politiques et économiques, enfoncés encore plus.

Il surfe aussi sur la vague du nationalisme (sus aux migrants, haro sur l'UE), et le traditionalisme chrétien, lui qui fut dans sa jeunesse un anticlérical militant (protection de la jeunesse contre les dangers LGBT+, protection des familles nombreuses, etc.).

Le clientélisme, la corruption (sinon, comment obtenir un travail, un logement, une meilleure éducation pour ses enfants ?) et le contrôle des institutions (justice, médias, universités) sont aussi des raisons de ses réélections successives.

Et puis, Orbán a aussi su jouer de la guerre en Ukraine : il a promis la paix et la sécurité en affirmant une pseudo-neutralité, la guerre a bon dos quand il s'agit de faire accepter des « sacrifices » supplémentaires à des gens déjà sacrifiés.

Enfin, on vient de le voir, aucun autre projet politique, progressiste, n'est en mesure de se faire entendre de manière crédible.

Regards français

L'ancien président Nicolas Sarkozy s'est rendu à Budapest en 2019, et a déclaré que la Hongrie était « *un grand pays démocratique* ».

Macron s'opposait déjà à Orbán au sujet de l'utilisation de l'UE, le premier y voyant un moyen d'assurer sa puissance, le second y voyant un obstacle à la souveraineté nationale. Les positions antagonistes des deux chefs d'Etat s'exacerbent avec les décisions de Trump quant à la guerre en Ukraine et à l'OTAN.

La réélection de Viktor Orbán en 2022 a représenté un point d'appui pour les courants politiques les plus réactionnaires d'Europe, comme on peut le voir avec les visites que des dirigeants d'extrême-droite française font régulièrement dans le pays.

2025 ?

Orbán parie sur une croissance de plus de 3%, grâce aux subventions, à une augmentation des salaires et des pensions, et une injection de capitaux pour les petites entreprises. Dans un objectif clientéliste de préparation aux élections de 2026.

Mais en ces temps incertains et bousculés (printemps 2025), rien ne peut être pronostiqué.



Italie¹⁶



Cartes postales italiennes

Régime fasciste de 1922 à 1943, date du débarquement allié en Italie.

Mussolini sera fusillé en 1945. C'était un régime fortement étatique, contrôlant toute la vie économique, politique et sociale, au parti unique avec une police et une milice semant la terreur, excluant toute contestation. L'Italie, alliée de l'Allemagne nazie, ayant perdu la guerre, doit verser des compensations financières lourdes, allégées quand le gouvernement accepte de jouer le jeu de l'Europe et de l'OTAN au début de la guerre froide (dès 1949).

Pendant près d'un demi-siècle, la vie politique italienne est rythmée par les combinaisons partisans autour de la Démocratie Chrétienne (DC) et du Parti communiste italien (PCI).

L'Italie de l'après-guerre connaît un fort développement industriel sans équivalent en Europe (on connaît Fiat, dans le Nord). Le Sud, plus agricole reste en état de sous-développement. L'Italie connaît une grande instabilité politique. On compte ainsi 30 gouvernements entre 1946 et 1974. Le Parti communiste, deuxième parti italien, appelle à un compromis avec la Démocratie Chrétienne. Puis des tensions internes au PCI éclatent en 1956 (date de l'insurrection hongroise et de sa répression stalinienne). Il décline jusqu'à sa dissolution en 1991 (après la chute du Mur).

Dans les années 1970, l'Italie connaît les « années de plomb »

Période de violence d'extrême droite d'un côté qui espère réinstaurer un pouvoir étatique fort en créant une instabilité sociale, et l'extrême gauche de l'autre qui entend mettre à mal « *l'Etat bourgeois oppresseur* ». Cette violence fut finalement, aux dires des protagonistes, contreproductive puisque répulsive.

Spécificité de l'Italie : la mafia (ou plutôt les mafias dans différentes régions)

Elles gardent toujours un pouvoir plus ou moins important suivant les régions et les organisations, malgré différentes lois antimafia votées dans les années 1980/1990 : protection de leurs intérêts particuliers en échange d'argent¹⁷. La mafia, née au moment de la redistribution foncière (construction de l'Italie) s'adapte aujourd'hui à l'économie mondialisée (industrie, finances, etc.). Nous ne pouvons dire quelles sont les influences de la mafia dans les luttes politiques en Italie (pourvoyeuse

¹⁶ En ce qui concerne les attaques du gouvernement Meloni contre les femmes, se reporter à l'ébauche 1 de cette série « On n'a pas essayé ».

¹⁷ Ces lois sont assouplies sous Meloni, par le durcissement des lois sur la presse, qui rendent plus difficiles la divulgation des affaires du crime organisé, et l'abolition du délit « d'abus d'office », laissant craindre une augmentation du clientélisme politique et de la corruption

d'emplois d'un côté, et de l'autre soupçon d'accords et de corruption avec la classe politique, notamment pour le blanchiment d'argent illégal).

Autre spécificité italienne : l'institution cléricale catholique

Le Vatican est un Etat enclavé dans la botte italienne. Outre les visites fréquentes faites au pape par les dirigeants politiques de tous bords¹⁸, l'Eglise catholique, même si elle est en perte d'influence dans une société qui se sécularise, pèse encore dans les débats publics comme l'éducation (financement de l'école privée), la bioéthique (fécondation artificielle) ou les mœurs (mariage pour tous). L'Eglise supplée aussi à l'absence de l'intervention de l'Etat dans différents secteurs (santé, accueil des migrants, gestion des conséquences de la pauvreté), la finance (plusieurs banques locales sont liées à la banque du Vatican). Si le denier du culte recueilli dans toutes les églises du monde ne cesse de fondre (moins de 50 millions en 2019), les accusations de corruption et de malversation n'épargnent plus le saint siège. Il reste que le patrimoine de l'Eglise dans le monde est estimé à plus de 2 000 milliards d'euros, en prenant en compte les universités, les écoles, les hôpitaux, sans parler des monuments religieux et des œuvres d'art qu'elle détient. « *Les pauvres sont le trésor de l'Eglise* », insistait le pape en 2020...

Présentation

En septembre 2022, Giorgia Meloni, à la tête du parti d'extrême-droite *Fratelli d'Italia*, a remporté les élections générales italiennes, siphonnant le réservoir de voix de *Forza Italia* et surtout de *La Ligue*, réduites à des forces d'appoint, avec un taux de participation de moins de 64%. On peut dire que, comme dans beaucoup d'autres pays depuis quelques temps, la victoire de la droite est due en grande partie à la division de la gauche.

Meloni est donc devenue le **22 octobre 2022 présidente du Conseil**, en coalition avec *la Lega*, autre parti d'extrême droite dirigé par Matteo Salvini, et *Forza Italia*, formation ultra-conservatrice créée par Silvio Berlusconi.

A noter que l'extrême droite était déjà membre de l'exécutif italien auparavant. *La Lega* appartenait en effet, depuis 2021, à la très large coalition dirigée par l'ancien président de la Banque centrale européenne Mario Draghi. Le parti de Matteo Salvini avait par ailleurs déjà gouverné de 2018 à 2019 en coalition avec le *Mouvement 5 étoiles (M5S, populiste)*, sous la direction de Giuseppe Conte. Meloni dirige le seul parti qui n'a pas participé aux gouvernements de ce dernier demi-siècle et qui est resté à l'opposition lors des gouvernements « techniques » de « centre-gauche », qui ont mené des réformes douloureuses : retraite, droit du travail, précarisation de l'emploi, suppression de l'art. 18 du statut des travailleurs¹⁹, etc. Elle a été la seule force politique à avoir une attitude critique - prudente, mais critique - vis-à-vis de la gestion ultra-autoritaire du gouvernement dans la crise du Covid, et ça a sans doute pesé dans les résultats des élections.

Disons-le d'emblée pour ne pas le répéter à chaque paragraphe : Meloni et son gouvernement de coalition s'appuient sur des mesures prises antérieurement, y compris par des gouvernements dits de « centre-gauche ». Ils n'ont pas initié ce mouvement, ils ne l'ont pas créé. Ce sont des dynamiques en cours depuis trente ou quarante ans en Italie. Cela ne veut pas dire que l'aggravation actuelle n'est pas dangereuse.

¹⁸ Une pierre dans le jardin français ? Sarkozy en 2007 déclare dans son discours de Latran : « *L'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé* », ramenant ainsi symboliquement l'Eglise au sein de l'Etat. Ni Hollande, ni Macron ne sont en reste, rendant visite ou accueillant le pape à la première occasion.

¹⁹ Cet article de loi prévoyait la réintégration du salarié d'une entreprise de plus de 15 salariés abusivement licencié.

Pour Meloni, le vrai pouvoir ne doit plus passer par le Parlement, mais doit se concentrer autour du gouvernement et en particulier de son chef. Le gouvernement a donc engagé, dès mai 2023, des **attaques constitutionnelles**²⁰ visant à renforcer les pouvoirs de la première ministre. Ce projet de loi, appelée « *premierato*²¹ », est dans le prolongement de plusieurs tentatives depuis 2001 de centraliser le pouvoir, en vue de mettre fin aux gouvernements de coalition et à l'instabilité gouvernementale depuis des années. S'il avait été voté, le premier ministre aurait été élu au suffrage universel direct pour 5 ans, alors que depuis la Seconde Guerre mondiale, le premier ministre est choisi par le président de la république et le gouvernement est construit à partir de la coalition issue des élections législatives. Par ailleurs, il aurait été institué une sorte de « prime au vainqueur », le parti remportant les élections législatives, même avec 20% des voix, étant assuré d'avoir au moins 55% des voix au Parlement²². Les oppositions parlementaires ont massivement rejeté ce projet de loi, mettant en avant le modèle gaulliste de la V^{ème} République.

En attendant mieux, le gouvernement Meloni s'emploie à contourner l'esprit de la Constitution en utilisant massivement la législation d'urgence, c'est-à-dire l'usage de décrets-lois qui sont validés *a posteriori* par le Parlement sans possibilité de débats, ni d'amendements. Certes, cette méthode n'est pas propre à l'actuel gouvernement, elle a été largement utilisée par beaucoup de ses prédécesseurs, mais le recours à cette procédure par Meloni est quasi systématique.

Moins médiatisé mais peut-être pas moins important : le remplacement de hauts fonctionnaires occupant des fonctions-clés, souvent en place depuis longtemps en raison de leur compétence dans leur domaine, par des individus dont le seul mérite est d'être des fidèles de Meloni : colonisation de l'appareil d'Etat, en quelque sorte. Procédé qui sera développé aussi en ce qui concerne les médias (voir plus bas).



Une autre loi dite « Calderoli » met en place l'autonomie des régions, entendons par-là l'augmentation des inégalités de ressources entre les régions du Nord et celles du Sud, via « le transfert des compétences de l'Etat vers les régions ». De plus, la loi prévoit que les régions seront autorisées à conserver les impôts et les taxes des domaines qu'elles gèrent. Ce qui veut dire que les provinces pauvres, recouvrant moins d'impôts que les provinces riches auront moins de moyens. La main gauche de l'Etat aura différentes tailles selon les régions. Meloni se félicitait même de rompre avec « *les politiques d'assistanat pur, en particulier dans le Sud* ».

²⁰ La constitution italienne est le produit d'une époque anti-fasciste de l'après-guerre, visant à empêcher l'émergence d'un nouveau dictateur de type mussolinien.

²¹ *Premierato* : système politique où le Premier ministre est élu directement par le peuple.

²² La prime majoritaire existe déjà en France (municipales dans les villes de plus de 1000 habitants et les régionales), en Italie (pour les régionales) et Grèce (où Syriza avait obtenu un bonus de 50 sièges pour être arrivé en tête aux législatives de 2015). Ah oui, aussi à certaines régionales en Argentine et... à Saint-Marin.

Meloni a très vite fait voter des lois sécuritaires : de la prison ferme pour les organisateurs de *rave-party*, des dizaines de milliers d'euros d'amende pour les militants écologistes qui peignent des monuments.

Mais aussi de la prison pour les parents de mineurs délinquants, ainsi que la suppression des *allocations familiales*.

Ce **décret-loi sécurité**, approuvé par la Chambre des députés en septembre 2023, prévoit également un durcissement sans précédent des règles carcérales. Les femmes enceintes ou ayant un enfant de moins d'un an ne sont ainsi plus dispensées automatiquement de peines de réclusion. C'est une mesure que le Code Rocco du fascisme lui-même n'avait pas osé prévoir. Et aussi, tout refus d'exécuter un ordre d'un gardien de prison est désormais passible de sept ans de prison ferme, même lorsqu'il s'agit de protester contre des conditions indignes ou une atteinte à ses propres droits. L'Italie connaît actuellement un déficit de près de 10 000 places de prison par rapport au nombre de personnes incarcérées.

Par ailleurs, le décret-loi sécurité renforce la répression des manifestations et en réduit les possibilités. La loi prévoit jusqu'à sept ans de prison pour toute occupation illégale d'une propriété privée (par exemple, les squats mais aussi les usines), cherchant ainsi à réprimer plus fortement les grèves avec occupation des locaux.

Mais ce décret-loi va encore plus loin en cherchant à réprimer les manifestations pacifiques. Il prévoit ainsi jusqu'à six mois de prison ferme en cas de blocage pacifique d'une rue ou d'une voie ferrée par un groupe. Il n'existe pas d'alternative pécuniaire, avec par exemple une amende, à cette peine d'incarcération.

Mesures économiques

Au vu de la dette italienne s'élevant à 137 % du PIB, la **Commission européenne a ouvert une procédure de déficit excessif à l'encontre de l'Italie**. C'est un contexte de budget très serré. Depuis plusieurs années, il y a un excédent dans le budget primaire de l'Etat (avant le paiement des intérêts de la dette)²³. De plus, on peut noter que la réduction du déficit a été mise en route sous les gouvernements précédents. Le déficit est lié aux techniques adoptées par les gouvernements de l'époque démocrate-chrétienne, où on achetait la paix sociale avec des méthodes clientélistes et en augmentant l'endettement de l'Etat. La dette est majoritairement détenue par des sujets nationaux²⁴.

Inflation élevée

L'économie est en situation dégradée. **Le PIB a reculé de 0,3 % au deuxième trimestre 2024**. L'inflation italienne (aux alentours de 2% en 2024 est prévue à 1% pour 2025). Elle a donc lentement reflué, sauf pour les prix des produits de première nécessité, obligeant les ménages pauvres à réduire leurs dépenses alimentaires.

Selon un rapport de l'organisation patronale Confindustria, cela constitue « *un fardeau pour la croissance puisque l'alimentation représente 14 % de toutes les dépenses, juste derrière celles de*

²³ C'est ce qui rend l'énorme déficit/PIB peu dangereux, car l'Etat n'emprunte pas pour son fonctionnement - vu qu'il arrive à s'autofinancer - mais seulement pour assurer le service de la dette.

²⁴ C'est-à-dire les ménages et les institutions. Ce qui rend l'Etat italien relativement peu dépendant des marchés internationaux et assure une forme de stabilité sociale, car la grande majorité des classes sociales aisées (mais aussi de la petite bourgeoisie) investit une partie de ses économies en bons du trésor ou certificats garantis par l'Etat. Donc, ces classes n'ont pas vraiment envie d'avoir des aventures qui mettraient en cause leur épargne.

logement, d'eau et d'énergie (23 %) ». La plus forte inflation alimentaire depuis près de 40 ans a en outre poussé plus de 3,1 millions d'Italiens à recourir l'an dernier aux soupes populaires pour se nourrir.

Libéralisation de l'économie

Giorgia Meloni a entamé l'année 2024 avec l'application d'une série de mesures qui ont pour but d'opérer **la libéralisation de l'économie italienne**. Sous pression de la BCE d'un côté et du FMI de l'autre, le premier point de son plan est de couper dans le budget des ministères et des services publics à hauteur de 7 milliards. Cette attaque se combine avec la volonté de retirer quatre milliards d'euros au budget des collectivités locales, qui devront elles-mêmes prendre dans l'enveloppe allouée aux services publics locaux. À cela s'ajoute un plan sur trois ans de privatisations qui devrait engranger 20 milliards de bénéfices. Parmi les victimes de ce plan de privatisation, le service postal *Poste Italiane* et la compagnie ferroviaire publique *Ferrovie dello Stato*.

Le gouvernement Meloni prévoit **le retour au nucléaire**, que l'Italie a abandonné depuis un référendum en 1987, suite à la catastrophe de Tchernobyl. Mais de nombreuses résistances, tant au sein des partis au pouvoir que dans la population, ne rend pas ce projet réalisable. Pour le moment, le nucléaire est fait d'annonces triomphalistes et d'échecs concrets, mais médiatiquement cachés. De toute manière, il faudrait 10 ans pour voir la production d'électricité nucléaire approvisionner le *mix énergétique* italien.

Attaques contre le monde du travail

Dans ce domaine, il apparaît que le « code du travail » français et le droit italien se copient l'un l'autre depuis au moins un demi-siècle (années 70). Avant 1970, aucun texte français ne définit les motifs du licenciement, la procédure à suivre, et les sanctions encourues en cas de licenciement illégitime (il peut se faire oralement, sans préavis ni motif). Le « législateur » français va alors prendre modèle sur son homologue italien. De même l'Italie a l'idée d'imiter le CNE (contrat nouvelle embauche) quand, voyant le rejet massif de cette mesure en France, elle y renonce. Mais en 2012, les réformes italiennes concernant les modalités de licenciement sont clairement influencées par le CNE. Nous pouvons supposer que les attaques actuelles du gouvernement italien contre le monde du travail donneront des idées aux capitalistes français.

Ce plan d'envergure s'accompagnerait d'attaques antisociales comme le durcissement considérable des conditions d'accès à la **retraite avant l'âge légal qui est déjà de 67 ans** (réforme Fornero en 2011, sous le gouvernement de « gauche » de Mario Monti, modifiée par l'extrême droite actuellement au gouvernement²⁵) ou encore le fond d'aide aux dépenses énergétiques pour les foyers les plus précaires qui va être divisé par deux. Mais Meloni et son gouvernement envisagent de repousser la retraite à 70 ans : dans un premier temps pour les fonctionnaires, sur la base du volontariat, avec prime « *de longévité* » (sic !), pour forcer l'acceptation de cette mesure, impopulaire dans tous les pays. Déjà, le montant des pensions va baisser, en 2025, de 2 %²⁶, soit une baisse de 8,6 % par rapport à la moyenne des retraites de 2009.

²⁵ Certains travailleurs italiens pouvaient bénéficier du « quota 100 » : ils avaient la possibilité de partir à la retraite si l'addition de leur âge et des années de travail atteignait le niveau 100. Par exemple 62+38 (62 ans d'âge + 38 ans de travail). En 2022, le quota est passé à 102, en 2023 à 103. Ce qui recule d'autant cet avantage, puisque désormais, il faut travailler 3 ans de plus.

²⁶ Cette baisse résulte de l'actualisation du « coefficient de transformation », le multiple qui transforme le montant total des cotisations en chèque de pension selon le système italien par répartition. Ce coefficient est ajusté tous les deux ans en fonction de l'espérance de vie : si elle augmente, il diminue, car la période passée à la retraite est statistiquement plus longue alors que dans le même temps, à cause de la chute démographique, les travailleurs actifs, dont les cotisations financent les pensions, sont également en diminution.

Par ailleurs, Meloni fait rétablir une TVA à 22% sur les produits concernant la petite enfance, anciennement à 5% (sans subventionner la construction de crèches). A l'opposé, le secteur privé (dont celui de la santé) va connaître de substantiels cadeaux fiscaux.

L'Italie serait le seul pays du continent où les salaires réels ont reculé au cours de la dernière décennie (- 3 %) ²⁷. Le salaire brut moyen en Italie reste inférieur de 12 % à la moyenne européenne. L'Italie connaît une forte prédominance du travail à temps partiel involontaire (57,8 % par rapport à la moyenne de l'UE de 21,5 %), qui touche principalement les femmes. S'il y a plus de 23 millions de personnes qui travaillent, il y a un grand nombre d'emplois non pourvus du fait des conditions de travail et des salaires répulsifs.

Dans le Sud de l'Italie, la proportion de bénéficiaires du revenu de citoyenneté était deux fois et demie plus élevée que dans le Nord du pays, avant sa suppression. Il faut dire que verser largement de faibles allocations – avant le Revenu de Citoyenneté (supprimé en décembre 2023), il s'agissait d'allocations pour « handicapés » – a traditionnellement été une façon d'acheter la paix sociale dans le Sud. Cela n'empêche évidemment pas que le revenu par habitant dans le Sud de l'Italie n'atteigne que 57 % de celui du Nord ²⁸ ni que le taux d'emploi y soit parmi les plus bas d'Europe.

Meloni a choisi le 1^{er} mai 2023, pour faire adopter par un conseil des ministres exceptionnel un décret « lavoro (travail) ». Elle avait convoqué les syndicats, la veille, un dimanche, pour leur présenter les grandes lignes du décret.

Par ce décret, elle attaque de front les plus pauvres : elle supprime le revenu dit de citoyenneté, mis en place par le gouvernement populiste de « gauche » M5S ²⁹ à la veille des élections européennes de 2019. Il permettait à environ 1,6 million de familles pauvres italiennes ou vivant en Italie depuis plus de 10 ans de toucher une allocation mensuelle de 560€ en moyenne. Des centaines de milliers de familles ont ainsi été prévenues par SMS en juillet 2023 que leur allocation était supprimée le mois suivant. Sans plus d'explications.

Ce revenu a été remplacé, au 1^{er} janvier 2024, par un « chèque d'inclusion » d'environ 500€ par mois, mais qui ne touche qu'une partie des familles anciennement allocataires : seront éligibles les familles composées d'un handicapé, de mineurs ou de personnes de plus de 60 ans. S'ajoutent 280 euros pour les foyers non-proprétaires de leur logement. D'une durée de dix-huit mois, ce chèque pourra être renouvelé pour un an après une carence d'un mois. Et puis... celles et ceux qui n'auront pas accès aux aides pourront trouver la sortie de leur misère en acceptant un emploi. Devrions-nous croire à ce cynisme, dans un pays où le nombre de salariés pauvres explose ³⁰ ?

Enfin, le gouvernement italien introduit un « instrument d'accès à l'activité » professionnelle qui va rendre obligatoire la participation à des formations ou des « *projets utiles à la collectivité* » pour toute personne « *apte à l'emploi* ». Depuis le 1^{er} septembre 2023, l'allocation de quelques 600.000 ménages peut être suspendue ou supprimée s'ils refusent une « *offre d'emploi valable* », définie par la nature du contrat et



²⁷ <https://www.syndicalismehebdo.fr/article/en-italie-la-casse-sociale-a-tout-va>

²⁸ Ce chiffre et ce taux tiennent-ils compte du poids de l'économie informelle ? Et des retombées des énormes rentrées d'argent encaissées par la N'Drangheta (mafia calabraise) grâce à son contrôle du trafic de cocaïne ? Difficile à évaluer. Mais le fait est que les jeunes partent massivement vers le Nord pour trouver du travail.

²⁹ M5S : parti politique fondé en 2009. Il prône la « *démocratie participative* ». Entre autres, il forme un gouvernement en 2018/2019 avec La Ligue du Nord (extrême-droite) et participe au gouvernement Draghi (2021/2022).

³⁰ Le nombre de travailleurs et travailleuses pauvres est passé de 9,5% à 11,5% des salarié-es en un an (2024). En France, le chiffre officiel équivalent est de 7,5% en 2024.

l'éloignement du domicile. Pour résumer, si l'offre concerne un CDI à temps plein ou un CDD de plus de 12 mois, elle est valable sur toute l'Italie. S'il s'agit d'un CDD de moins d'un an, l'offre est valable si l'emploi se trouve à moins de 80 km du domicile.

Par ce même décret, Meloni annonce des **cadeaux aux entreprises** : exonérations de cotisations patronales pendant un an pour tout recrutement d'un allocataire du chèque d'inclusion en contrat à durée indéterminée ou en tant qu'apprenti ; allègements fiscaux pour les embauches de jeunes chômeurs de moins de 30 ans ; assouplissement des embauches en contrat à durée déterminée. Les employeurs pourront ainsi renouveler deux fois ces contrats précaires sans obligation de les pérenniser au terme des trente-six mois d'activité, contrairement à ce qui se passait auparavant.

Par ces mesures, le gouvernement entend économiser ainsi 3 milliards d'euros par an.

L'enjeu de cette attaque dépasse les frontières de la péninsule : il s'agit pour le gouvernement italien de répondre aux exigences de l'Union européenne. L'Italie est en effet bénéficiaire du **Plan National de Relance et de Résilience** (PNRR)³¹ de l'UE, négocié et mis en place sous le gouvernement Draghi (2021/2022). Ce sont pour les 2/3 des prêts et pour 1/3 des subventions. Mais il y a des contreparties : mesures structurelles antisociales, économie numérisée et verdie (énergie verte). Par exemple, Bruxelles a décidé début avril 2023 de geler la troisième tranche, d'un montant de 19 milliards d'euros, en raison du retard accumulé par Rome dans la mise en œuvre de ce plan.

En décembre 2023, le parlement italien a rejeté un projet de loi présenté par des partis de gauche concernant la garantie d'un salaire minimum qui aurait permis à près de quatre millions de travailleurs italiens de ne plus être rémunérés en dessous de 9 euros brut de l'heure (seuil fixé par le projet de loi rejeté).

L'Europe et l'international

La politique étrangère italienne se décline traditionnellement suivant trois axes : intégration européenne, alliance atlantique et projection bilatérale vers le Sud dans le cadre méditerranéen. Triptyque qui n'a jamais été remis en cause sur l'essentiel, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, et que Meloni n'a pas l'intention de modifier.

Les relations avec l'Europe : si Meloni a fait une campagne axée sur la souveraineté nationale, depuis son élection, elle affiche une attitude plus ambiguë vis-à-vis de l'Union Européenne. Elle a nommé comme ministre des Affaires Etrangères, A. Tajani, secrétaire national de *Forza Italia*, et ancien président du parlement européen de 2017 à 2019. C'est dire si la politique étrangère se veut européiste. L'autre parti de la coalition gouvernementale est plus eurosceptique. La *Ligue* est aussi eurosceptique que le RN, mais *Forza Italia* est très pro-européen. Ce qui donne parfois l'impression du mariage de la carpe et du lapin. Mais comme Meloni est devenue beaucoup moins souverainiste une fois arrivée au gouvernement, elle a repris la tradition démocrate-chrétienne de suivisme des Etats-Unis et de bonnes relations avec la commission.

Relations avec l'OTAN : Meloni a résolument soutenu l'OTAN dans la guerre en Ukraine. Face à un Macron qui cherche à construire une force militaire moins dépendante de l'OTAN en Europe, Meloni temporise. Très proche de Trump, elle devra faire un grand écart, si Trump décide de laisser tomber l'OTAN, comme il menace de le faire. Un grand écart encore plus piquant si l'UE, menée par

³¹ **Plan à l'échelle européenne** pour « relancer » l'économie après la crise COVID. L'Italie devrait toucher, d'ici 2026, 190 milliards d'€. Cela se traduit en France par le « **Plan France Relance** », 100 milliards d'euros sur deux ans, dans les mêmes contraintes que décrites pour l'Italie.

Macron, décide de militariser les économies européennes pour mener seule la guerre à la Russie. Meloni aimerait quand même jouer un rôle d'intermédiaire entre l'Europe et les USA.

Relations avec l'Afrique : Meloni cherche à mettre en place le « *plan Mattei* », profitant de l'époque où l'Etat français se voit signifier sa malvenue dans les pays de l'ex-Françafrique. L'accès que Meloni espère privilégié en matière d'énergie (gaz algérien ou qatari en particulier pour pallier au boycott du gaz russe), ainsi que les investissements italiens dans les pays africains, permettrait (dans les rêves de Meloni) de jouer dans la cour des grands (Chine, Russie et USA) qui se jettent sur ce continent pour se rendre maîtres de leurs ressources.



Les relations avec la Chine : en décembre 2023, l'Italie rompt ses contrats avec la Chine dans le cadre des « *nouvelles routes de la soie* », (voir note 2, en introduction). Mais cela n'empêche pas l'Italie de continuer à signer des accords économiques avec ce pays.

L'Italie se tourne désormais vers les Etats-Unis qui cherchent à rattraper le train en marche en mettant en place un « couloir » commercial et logistique, reliant l'Inde, le Moyen Orient, les USA et l'Europe (donc l'Italie).

L'immigration

Même si une brochure est spécialement consacrée aux problèmes de l'immigration, on ne peut pas en faire l'impasse ici. En effet l'Italie est un pays qui a la charge, tout comme la Grèce, de repousser les migrants et de ne pas leur ouvrir les grilles de la forteresse Europe.

Meloni se targue, en août 2024, **d'avoir diminué le taux d'immigration illégale de 65%, spécialement dans le domaine des mineurs isolés**, depuis son arrivée au pouvoir et ceci parce que l'Europe (via l'Italie) oblige la Lybie et la Tunisie à bloquer les migrants dans leurs pays, moyennant des apports financiers.

Or, les migrants, qui représentent 7,4% de la population italienne, contribuent au PIB du pays à hauteur de 12%. Devant le tollé des patrons qui s'enrichissent sur le dos des migrants, en pleine force de l'âge mais au statut fragilisé, Meloni a mis la pédale douce en ce qui concerne sa politique anti-migrants.

Devant les medias, Meloni blanchit son image migratoire en clamant haut et fort que l'Italie accueillera 450 000 migrants « choisis » pour leurs diplômes et leurs dispositions à travailler dans « *les métiers en tension* » d'ici fin 2025³². Il faut aussi pallier aux 5 millions d'Italiens qui préfèrent partir vivre et travailler ailleurs.

L'accord que l'Italie a passé avec l'Albanie en février 2024 (moyennant compensations financières, bien sûr) est qualifié d'innovation dans la politique migratoire et est observé de près par tous les pays européens. En octobre de la même année, 16 migrants ont été « externalisés »³³ sous les yeux de la presse internationale. Et pour cause ! Si ce protocole avait fonctionné, les migrants auraient dû être détenus dans des CRA situés en pays limitrophes, ici ces zones albanaises étant placées sous juridiction européenne et italienne, le temps de l'étude de leur dossier. Les détenus, une fois jugés coupables, auraient dû être renvoyés qui au Bangladesh, qui en Egypte (pays d'origine des premiers

³² Milei a obtenu la nationalité italienne en décembre 2024. Même s'il a 3 grands parents sur 4 calabrais, ces derniers ont migré en Argentine il y a un siècle. Et, selon la loi italienne, un étranger doit (entre autres contraintes) avoir séjourné au moins 10 mois en Italie pour demander la naturalisation. Il y en a qui sont plus égaux que d'autres, pas ?

³³ Qui a oublié que les humains sont des marchandises comme les autres ?

cobayes de cette expérimentation). Nous passons les détails. Cet essai fut un fiasco. Les migrants ont finalement été retransférés en Italie, quelques jours plus tard, l'UE et un tribunal de la péninsule ayant déclaré cette disposition illégale, car les deux pays d'origine choisis étaient classés comme « non sûrs ». Qu'à cela ne tienne, au prochain coup, la procédure sera mieux bordée juridiquement³⁴. D'autant que les Etats membres de l'UE ne sont pas contre l'idée de ces externalisations, la Pologne, les Pays-Bas, l'Autriche et même l'Allemagne ont l'air de pousser à la roue.

Deux ans après

La dirigeante de *Fratelli d'Italia* doit sans cesse ajuster sa stratégie politique et se livrer à des compromis pour maintenir la cohésion au sein de son gouvernement de coalition.

Si Giorgia Meloni, après deux ans de pouvoir, a réussi à « stabiliser » le paysage politique italien, sous la surface de cette apparente réussite, le bilan économique est bien maigre, selon le patronat lui-même (c'est dire). La croissance italienne a stagné à 0,5% en 2024, **du côté du secteur industriel, la situation est toujours dégradée**, les intentions d'achats importants des ménages au cours de l'année ne connaissent pas d'amélioration significative, **les derniers développements sur le marché du travail marquent une légère détérioration**³⁵.

Le gouvernement a réduit son déficit public de 7,2% à 3,8% du PIB entre 2023 et 2024 et compte le ramener à 3,3 % du PIB en 2025, en réduisant les dépenses publiques et la cession de participation de l'État dans certaines grandes entreprises. En 2024, la dette est passée sous le niveau de 3 000 milliards d'euros.

Rappel : la gestation pour autrui (GPA), mieux connue sous le nom de maternité de substitution, est devenue un « crime universel » en Italie : deux ans de prison et un million d'euros d'amende pour une GPA réalisée à l'étranger (déjà interdite dans le pays).



L'opposition politique

Meloni tente de **contrôler la presse**, non pas par des incarcérations de journalistes « dissidents », mais par l'éviction des journalistes critiques (souvent pigistes) qui ne peuvent pas assumer les frais de procès en diffamation intentés presque systématiquement par le pouvoir. Même si ces journalistes gagnent leur procès, ils auront dû déboursier une moyenne de 7000€. Cette intimidation judicio-financière aboutit à une autocensure de fait des journalistes et des medias. Autre procédé pour contrôler l'information (et éviter « *la révélation de secrets* » délit punissable par la loi), le rachat des journaux par des parlementaires et/ou hommes d'affaires d'extrême-droite. Ce qui permet de diffuser, en toute impunité, des idées agressives, xénophobes ou climatosceptiques.

³⁴ Pour info, la Grande-Bretagne, pas spécialement cataloguée extrême-droite (pas encore), avait concocté peu auparavant « *le plan Rwanda* » qui consistait à déporter les migrants indésirables dans des pays d'Afrique de l'Est. Plan que le parlement britannique avait approuvé. Le premier ministre escomptait le renvoi de 5600 migrants en 2024, dans un premier temps. Fiasco là aussi. L'accord a été suspendu, par le nouveau premier ministre britannique. Le Danemark, qui envisageait le même accord, reste en attente. L'Australie avait ouvert le bal en déportant des migrants indésirables dans des îles du Pacifique (moyennant subventions) au début des années 2000. Israël et les USA rêvent de déporter les palestiniens, on ne sait où encore.

³⁵ Nous parlons là sous le contrôle de BNP Paribas, alors...

En ce qui concerne la RAI, la radio-télévision publique italienne, le pouvoir actuel s'est engouffré dans la brèche ouverte par ses prédécesseurs. La direction a été démissionnée et remplacée par des proches du pouvoir. Le *storytelling* officiel peut se raconter sans anicroche³⁶. Parallèlement, un syndicat maison, de droite, a été créé pour contrer le syndicat historique.

Chez les jeunes, ce sont les réseaux sociaux qui fabriquent ce consensus. Et les partis de la droite italienne, que ce soit la *Lega* ou *Fratelli d'Italia*, sont très présents et très organisés sur ce type de médias. Et Meloni, comme d'autres chefs de gouvernements, ne s'interdit pas de parler directement à ses fans sur ces réseaux sociaux.

On aimerait mettre un éclairage (pas très vif) sur le rôle de l'administration. Et cela vaut pour pas mal de pays (dont la France). Pour que les mesures soient appliquées, il faut des décrets d'application et des fonctionnaires pour les faire appliquer. Et il y a peu d'opposition dans l'administration. Celles et ceux qui tentent de résister sont mis au placard ou démissionnée-es. L'administration, italienne, française ou autre, est capable de fonctionner, quels que soient les cadres politiques du moment. Si les cadres politiques du moment changeaient... il y a peut-être là une (mince) lueur d'espoir, au cas où le changement irait dans le sens de l'émancipation.

Mais la réussite de Georgia Meloni s'explique aussi grâce à la faiblesse actuelle de l'opposition : il y a une division de l'opposition entre ce qui reste du *Mouvement 5 étoiles* et le *Partito Democratico*, qui ont beaucoup de mal à s'entendre. Non seulement ni les partis, ni les syndicats ne s'inscrivent plus dans des conflits sociaux, mais on peut aussi se demander si leur participation répétée dans quelques gouvernements ayant pris des mesures impopulaires ne porte pas atteinte à leur crédibilité. Devant l'absence d'alternatives politiques sérieuses, il ne reste désormais plus que des individus atomisés et assommés. Et c'est bien cela le but de la droite : conserver cette condition de fragmentation individualiste de la société. Une fragmentation qui alimente donc l'incapacité des contre-pouvoirs et facilite la tâche du gouvernement et du patronat.

Soutien populaire

Giorgia Meloni continue à jouir d'une popularité relativement stable. Il y a une sorte de plébiscite quotidien, confirmé par les sondages et formalisé par une élection tous les cinq ans. La coalition dominée par Meloni, dépasse 49 % dans les sondages. Et si les Italiens devaient revoter (2024), les scores seraient quasiment similaires à ceux de 2022.

L'élection de Meloni n'est donc pas le témoignage d'un mouvement de protestation passager, mais bien, pour une partie conséquente de l'électorat, d'une nette adhésion à une personnalité et au projet qu'elle prétend incarner, spécialement la promesse sécuritaire (migratoire et économique), et le rejet des vieilles institutions et de la bureaucratie. Ce qui se traduit par le désir de moins d'Etat et moins d'impôts. Demandes que Meloni promet de concrétiser.

On a trouvé très peu d'infos sur les résistances populaires, grèves ou les manifestations de protestation en Italie. Cela ne veut pas dire qu'il n'y en a pas. On espère que c'est juste parce qu'on a mal cherché.

³⁶ « *È giusto cambiare la narrazione del Paese* ». Il faut changer la narration du pays, déclarait le sous-secrétaire à la culture, Mazzi, en février 2023.

L'Italie et le regard français du RN

Nul doute que Meloni fait figure d'expérience, grandeur nature.

En lisant ces lignes, on ne peut s'empêcher de faire des allers et retours avec les mesures prises par les gouvernements français de ces dernières années. Le décret italien du 1er mai 2023 résonne avec l'offensive contre le RSA du gouvernement Macron qui veut conditionner cette allocation ultra minimale à 15h d'activité hebdomadaires.

Marine Le Pen, alliée de Meloni et surtout de la Ligue de Salvini, rêvant de s'emparer du pouvoir en France, ne peut que s'inspirer de la tentative de réforme constitutionnelle italienne, de la manière dont le gouvernement met en place le contrôle des medias, des attaques contre les salarié-es et les précaires, que ce soit la destruction des contrats collectifs, la pénalisation des blocages ou les conditionnalités du RSA, etc.

Et Trump fut de retour

En outre, Washington suscite une véritable compétition entre Orbán et la présidente du Conseil italien Giorgia Meloni pour le rôle d'interlocuteur privilégié en Europe de l'administration Trump : la cheffe de *Fratelli d'Italia* a mis en scène ses affinités idéologiques avec Elon Musk et scellé ce rapprochement en envisageant de signer un contrat avec l'oligarque de la tech pour un système de communication Starlink à destination des forces armées italiennes.

2025

Des facteurs externes tels que le retour de Donald Trump à la Maison Blanche influenceront la direction politique de l'Italie, poussant Giorgia Meloni à durcir à nouveau son programme. Le gouvernement Meloni, n'aura alors plus à faire toutes ses concessions pour se faire reconnaître sur le plan international. Mais, comme pour la Hongrie, Trump risque de balayer d'un « *You're fired !* » la première ministre d'un si petit Etat, quand il s'en lassera.

Côté politique politicienne, les journaux *main stream* relèvent l'ambiguïté de Meloni : joue-t-elle le jeu de l'UE en ayant fait nommer un de ses ministres comme vice-président exécutif de l'UE, et en ne s'opposant pas frontalement aux politiques européennes, ou penche-t-elle vers les Etats-Unis, flattée que Trump la considère comme une interlocutrice privilégiée ? Le double jeu, comme la double pensée, s'opère à tous les niveaux.



L'Argentine



Cartes postales argentines

Le péronisme

C'est un mouvement de masse fondé en 1945 par Juan Perón, alors colonel.

C'est un mouvement populaire et autoritaire qui a amalgamé beaucoup de tendances, capitalistes, communistes orthodoxes ou révolutionnaires, féministes. Perón recherchait la modernisation industrielle du pays et la nationalisation des secteurs clés, quand l'impérialisme britannique voulait maintenir le pays (et l'Amérique Latine) dans le statut de simples pourvoyeurs de matières premières. Ni pro-USA, ni pro-URSS, l'Argentine adhéra à la conférence de Bandung de 1955 réunissant les pays « non-alignés ». Le *parti justicialiste* (parce qu'il donne de l'importance à la justice sociale en s'appuyant sur le syndicalisme) gouverna plus d'une demi-douzaine fois depuis 1946 jusqu'en 2023.

Le péronisme peut changer d'orientation idéologique avec une facilité extrême, au gré des intérêts : néolibéral avec Menem, social-démocrate avec Kirchner. Au cours de ses 70 ans d'existence, le péronisme a démontré une capacité inédite à s'adapter à des conditions historiques et sociales changeantes, qui lui a permis de contrôler le mouvement ouvrier et de sauver à plusieurs reprises le système capitaliste.

Dictature militaire en Argentine

Le Général Videla fomente un coup d'Etat en 1976 et devient le chef de la première des quatre juntas militaires qui se succèdent jusqu'en 1983. Les militaires organisent une répression méthodique et planifiée, hors de tout cadre juridique, de tout-e opposant-e, péroniste ou autre. La dictature fera (officiellement) 30 000 disparus, 15 000 morts, 1,5 million d'exilés et des dizaines de milliers de prisonniers politiques torturés. Les *escadrons de la mort* qui opéraient sur le terrain se sont inspirés des méthodes françaises expérimentées pendant la guerre d'Algérie.

On se souvient de la résistance tenace des Mères de la place de Mai qui défilèrent toutes les semaines pour demander le retour de leurs enfants disparus ou la vérité sur ces disparitions.

Pendant cette période, l'économie sombre dans le désastre, la dette a été multipliée par 5. Elle devient insoutenable et impayable.

"Que se vayan todos ! que no quede ni uno solo !" (Qu'ils s'en aillent tous! qu'il n'en reste pas un seul!)

Après cette période de dictature, le peuple argentin reste soumis aux Plans d'Ajustement Structurel (PAS) du FMI, il ne peut sortir de la misère. En 2001, les manifestant-es obstiné-es et bruyant-es (les manifestations sont appelées « *cazerolazos* ») chassent quatre présidents coup sur coup, avant qu'un cinquième soit nommé par les parlementaires, jusqu'en 2002.

Des assemblées populaires et des organisations de base se créent alors, à l'échelle des quartiers ou des villages. Le mouvement social des chômeurs - les *piqueteros* - est à la fois puissant et original : ne pouvant bloquer les lieux de production où ils ne sont pas, ils bloquent les flux de marchandises, en montant des piquets volants sur les routes. Des ouvriè-res exproprient leurs patrons en fuite, et organisent d'autres productions ou services au sein de nouvelles coopératives. Mais les mobilisations populaires que ce mouvement a impulsées n'ont pas débouché sur un projet politique. Outre les divisions au sein du mouvement, la désynchronisation entre la faible mobilisation des travailleurs salariés et les chômeurs explique ces difficultés. Cette rébellion populaire restera comme un véritable laboratoire de création d'un autre monde... à inventer collectivement, dans la pensée et dans l'action.

Présentation

Javier Milei a été élu en novembre 2023, et a été investi le 10 décembre 2023, dans un pays de 46 millions d'habitant-es.

Apparu lors de sa campagne électorale, une tronçonneuse à la main, il s'autoproclame « *anarcho-capitaliste*³⁷ », il se décrit lui-même comme « *une taupe qui va détruire l'État de l'intérieur* », sans apparemment comprendre que les capitalistes ont besoin d'une régulation étatique à leur avantage pour continuer à fonctionner. Le programme "*an-cap*" de Milei est en réalité une forme de « *destruction créatrice* », terme utilisé par Joseph Schumpeter, un économiste autrichien des années 1930, pour expliquer comment les ralentissements sont nécessaires dans le capitalisme afin de créer les conditions d'une nouvelle expansion. Selon cet économiste, il est nécessaire de « *nettoyer* » le système des dépenses inutiles, des travailleurs improductifs et des entreprises défaillantes, afin de rendre l'économie « *plus maigre et plus performante* ». C'est donc une transformation du pays de fond en comble, une reconfiguration totale des rapports de classes en faveur du capital, et une destruction des formes de socialité héritées de près de 70 ans d'État-providence auquel même les dictatures des années précédentes n'avaient pas osé toucher.

Son parti politique *Libertad avanza* est minoritaire au parlement (40 députés sur 257) : il doit donc composer avec différents partis de droite et droite extrême.

Sa méthode est celle des partis d'extrême-droite de tous les pays : canaliser la colère populaire de manière démagogique tout en protégeant les grands détenteurs du pouvoir économique. D'ailleurs, sa vice-présidente, Victoria Villarruel, est issue d'une famille de militaires revendiquant leur participation à la dictature³⁸.

Quand il arrive au pouvoir, l'inflation flirte avec les 17% mensuels (plus de 210% annuels en 2023) et le déficit de l'Etat dépasse les 5% du PIB ; 4 personnes sur 10 vivaient sous le seuil de pauvreté. En outre, la dette envers le Fond monétaire international (FMI) s'élevait à 45 milliards de dollars en 2023.

³⁷ Le terme « *libertarien* » conviendrait mieux à certains analystes car il se rattache à une branche du libéralisme, qui n'est pas tant une pensée de l'économie (et donc de la société), qu'une pensée de l'individu (et de son intérêt), détaché de toute dimension sociale, qui conçoit le social (et ce qui fait société) comme une contrainte, une menace pour la liberté, et voit dans l'économie une manière de satisfaire ses intérêts et de s'épanouir dans la liberté de l'individu.

³⁸ Elle-même affiche une attitude très « révisionniste » sur cette période, qualifiant de *terroristes* les militants et guérilleros ayant combattu la dictature.

L'Argentine est un Etat fédéral (23 provinces qui ont chacune un gouverneur³⁹ et leurs lois propres, mais ces provinces restent soumises aux lois fédérales). Cette organisation politique est mise à profit par Milei pour entrer en conflit avec les gouverneurs et tenter de les neutraliser.

Mesures économiques

Le plan de Milei est clair (au moins dans sa tête). L'objectif est de démanteler le secteur public, de "libérer" les marchés de toute réglementation pour permettre aux grandes entreprises et aux investisseurs étrangers de réaliser des bénéfices. Son projet est une expérience grandeur nature d'une stratégie de dérégulation brutale du marché.

Dès son investiture, il a procédé à une dévaluation du peso de 52% (peso qui avait déjà été dévalué en août 2023 de 20%), ce qui a affecté immédiatement le pouvoir d'achat des argentins⁴⁰, mais aussi l'activité économique et donc l'emploi (toute importation est deux fois plus chère, toute exportation rapporte deux fois moins).

Le gouvernement Milei a aussi appliqué un programme d'austérité budgétaire draconien, dans un objectif de « *déficit budgétaire zéro* » à la fin 2024 pour tenter d'endiguer une inflation chronique.

Caputo, ministre de l'économie, a imposé des coupes budgétaires massives, équivalentes à quelques 20 milliards de dollars, (pour un PIB de 640 milliards de \$)⁴¹.

Décrétant que l'Etat n'a plus d'argent pour subventionner les associations et les entreprises, il a privatisé bon nombre d'entreprises publiques (une dizaine sur les quarante prévues au départ, il lui a fallu composer avec ses partenaires).



La « loi omnibus » (juin 2024) met en place une flexibilisation majeure du travail :

- **La période d'essai** pourra être étendue de 3 à 6 mois, voire même à un an dans les petites entreprises, les indemnités en cas de licenciement seront revues à la baisse.

- Les employeurs auront la possibilité de **déroger aux conventions collectives**, et par exemple, de modifier la durée hebdomadaire du travail, de la flexibiliser sans limites selon leurs besoins, en créant une « *banque d'heures* » permettant de dépasser la durée conventionnelle ou légale et en abolissant de fait le régime et la rémunération des heures supplémentaires.

- Un décret de septembre 2024 **autorise les employeurs à avoir jusqu'à cinq collaborateurs indépendants**, donc non déclarés comme salariés. Les contrats de travail peuvent désormais varier et s'adapter à l'infini, selon des accords de gré à gré entre des entités fictivement égales⁴².

Ce même décret (874/2024) exempte les employeurs des amendes en cas d'embauche de travailleurs au noir, et permet aux salariés de négocier « librement » leurs indemnités de licenciement avec leur employeur !

³⁹ Gouverneurs dont certains sont issus du péronisme.

⁴⁰ Les prix des produits d'importation ont augmenté, et les produits de première nécessité (alimentaires, mais aussi transports, électricité, gaz...) n'ont plus été subventionnés, ce qui les a rendus deux fois plus chers.

⁴¹ Pour comparaison, le gouvernement Bayrou a fait voter pour 2025 des coupes budgétaires de l'ordre de 30 milliards d'€ pour un PIB d'environ 2 200 milliards d'€ en 2023. Cette note a été écrite avant les mesures imposées en vue de la militarisation de l'économie française.

⁴² Ce qui n'est pas sans rappeler la raillerie attribuée à Karl Marx : « *un renard libre dans un poulailler libre* ».

Dans le même temps, il exonère d'impôts les grands investisseurs (énergie, mines, télécommunications...).

- La loi Omnibus prévoit aussi de **détruire le plan « *Potenciar Trabajo* »** [valoriser le travail]⁴³. Ce plan mis en place depuis des décennies, serait remplacé par deux autres plans « ***Volver al trabajo*** » [retour au travail]⁴⁴ et « ***Acompañamiento Social*** ». Milei a très vite suspendu 22 000 allocataires qui auraient « voyagé à l'étranger » et veut en suspendre 160 000 autres pour fraude et les poursuivre devant les tribunaux, après enquête. Il faut ajouter que si l'argent de l'allocation *Potenciar trabajo* venait de l'Etat, ce sont des associations, issues des mouvements sociaux (dont les *Piqueteros*⁴⁵) des années 2000, souvent dépendants de partis politiques, de syndicats ou de municipalités, qui géraient leur attribution. Cette gestion leur serait retirée dans le futur, pour plus d'efficacité bien sûr.

- **Le droit de grève sera drastiquement limité.** Ainsi, en temps de grève, la production devra être maintenue⁴⁶ à 75% pour les secteurs qualifiés « d'essentiels » et pour les autres à 50%. Les blocages de la production (piquets de grève) seront criminalisés, ainsi que tout blocage concernant tous les transports (terrestres, maritimes, aériens), les flux énergétiques et les communications.

- **Côté santé** : les médicaments ne sont plus remboursés et certains ont doublé, alors que les « ***obras sociales*** » (sécurité sociale) couvrent à peine 50% de la population.

- **Les pensions de retraites**⁴⁷ ne sont plus indexées sur l'inflation, ce qui plonge beaucoup de personnes âgées dans la misère.

Dans d'autres domaines :

- **La monnaie n'est plus la seule valeur pour les transactions** : il est prévu (dans quelles conditions ?) de payer en marchandises : verser un salaire en pois chiches, en crypto monnaie ou en morceaux de beefsteak ?⁴⁸

- **Cette loi garantit des avantages fiscaux et douaniers pendant 30 ans** pour les grands projets d'investissement dans des secteurs stratégiques (énergie, mines, technologie numérique...). Dans le but, semble-t-il, d'attirer des entreprises étrangères et de faire rentrer des devises, tout en équilibrant la balance commerciale.

⁴³ Cette allocation visait à compléter les revenus des personnes qui effectuent des tâches à fort impact social, mais peu rémunérées, voire rémunérées dans le secteur informel. A la hauteur de la moitié du SMIC, faut pas exagérer dans la bienfaisance, non plus.

⁴⁴ Ce nouveau plan d'aides comprendra l'obligation de formations qualifiantes et de pratiques en entreprises... Ce plan concernera 975 000 personnes actuellement dans le plan *Potenciar trabajo*, et *l'accompagnement social* concernera les 400 000 personnes restantes de ce plan.

⁴⁵ ***Piqueteros*** ? En référence aux piquets des grèves que les non-salarié-es ne pouvaient pas mener devant une entreprise, et qui ont combattu à coup de barrages de routes, de marches sur les capitales provinciales, d'affrontements avec les forces de répression, de campements de fortune sauvages dans le centre des villes, d'occupations de terrains et leur transformation en potagers collectifs et en lieux d'organisation, et qui ont su inventer des nouvelles formes d'entraide, d'auto-éducation populaire et de solidarité, des noyaux de contre-société en rébellion...

⁴⁶ Comment ? Par les non-grévistes qui devront mettre les bouchées doubles ou par réquisition des grévistes ?

⁴⁷ Humm... Ironie du langage : *retraite* en espagnol se dit... *jubilación* !

⁴⁸ Est-ce une anecdote ? En France, une loi de 1898 autorisait les employeurs à verser des salaires en nourriture, voire en alcool. Des bons étaient versés aux ouvriers en guise de salaire, qu'ils devaient dépenser dans les cantines de chantier, tenues... par la femme du patron. Ce qui entraînait, outre la dépendance à l'alcool, un servage pour dette dans les faits (les prix de la cantine étant calculés pour que l'ouvrier ne puisse jamais épurer sa note). Cette loi n'a été abrogée qu'en 1909. (in *Marchands de folie*, des frères Bonneff, Plein chant Editions).

- La loi omnibus **modifie la loi sur les glaciers**, adoptée en 2010, pour permettre l'activité minière dans les zones périglaciaires ; et la loi de 2007 **sur la protection des forêts indigènes**, pour autoriser la déforestation dans des zones où elle est actuellement interdite ou limitée. Milei ne méconnaît pas les catastrophes climatiques et environnementales par ignorance, mais en soutien intéressé aux compagnies pétrolières. Il s'est aligné sur le business de l'agro-industrie et de l'extractivisme.

Et ces quelques infos ne sont qu'un aperçu de la boulimie de cette loi.

Milei a, dès le départ, instauré un bras de fer avec les gouverneurs des provinces, les accusant de ne pas appliquer les mesures d'austérité : il leur a donc coupé certains postes budgétaires, ce qui peut les amener à ne plus payer les fonctionnaires et à ne plus soutenir certaines mesures à destination des plus pauvres (ex : cantines populaires). Le fédéralisme est une bien maigre barrière contre les pleins pouvoirs au niveau national.

Les gouverneurs de province ne passent plus de commandes (à cause de la diminution des dotations venant de l'Etat) non plus au secteur privé, le BTP par exemple, ce qui met en péril dans le marché intérieur les petites entreprises.

Mesures politiques

Le gouvernement est réduit à 8 ministères fourre-tout (au lieu de 20) dont celui du « *Capital Humain de la Nation* », qui regroupe les ministères du Développement social, du Travail et de l'Éducation. Milei s'est déclaré dès le départ anti-féministe, il n'y a donc plus de ministère de la femme.

Le « **décret de nécessité et d'urgence** » (DNU), signé par le président le 20 décembre 2023 a été en partie retoqué par la justice en mars 2024 : il reste néanmoins une bonne partie des 300 articles initiaux de dérégulations. Le parlement ne pouvant ni ajouter ni retirer un mot a fini par l'avaliser, après négociations et revers.

Dans la loi-omnibus, adoptée par le sénat, (280 articles en tous genres, la loi initiale en prévoyait plus de 600), le tout premier article déclare l'état d'urgence pour deux ans (renouvelables, c'est-à-dire pour la durée de son mandat) en matière administrative, économique, financière et énergétique. En clair : l'exécutif argentin dispose de pouvoirs législatifs dans ces domaines clés, il gouverne par décrets et n'a plus besoin de passer par le Congrès pour mettre en œuvre ses décisions.

Dans le domaine de la répression :

La loi omnibus **restreint (entre autres) le droit à manifester**. Elle définit tout rassemblement de plus de trois personnes (dans le but de défendre leurs droits) comme une « *manifestation* » qui devra faire l'objet d'une information aux autorités au minimum quarante-huit heures à l'avance. « *Ceux qui coupent les rues ne seront pas payés* », dit la ministre du Capital humain. Ce qui veut dire que les allocataires des minima sociaux (en passe d'être reprofilés à la tête du client, *voir plus haut*) se verront sucrer leurs maigres subsides, pour seul motif d'avoir été identifié-e dans une manifestation. Si la manifestation entrave la liberté de circulation, le texte, préparé par Patricia Bullrich⁴⁹, prévoit des peines pouvant aller jusqu'à six ans de prison pour les participants et les organisateurs, et les fonctionnaires, identifié-es au cours de manifestations ou de blocages, auront une retenue sur salaire. Il est aussi prévu de poursuivre les parents qui emmèneraient leurs enfants ou adolescents (de moins de 13 ans) en manifestation, sous prétexte qu'ils s'en serviraient alors de boucliers humains.

⁴⁹ Ex ministre péroniste, contrainte à l'exil sous la dictature, elle est aujourd'hui ministre de la Sécurité sous Milei... Elle siège donc dans le même gouvernement que la vice-présidente, qui ne renie en rien la participation de sa famille à la dictature militaire (voir note plus haut)...

L'Etat fera désormais payer la facture de la répression aux organisateurs (même si ces organisations n'ont pas appelé à la dite manif). Ainsi, la facture d'une des manif contre Milei est estimée (salaires des flics, essence, et utilisation des « comestibles ») à 72 000 €, hors dégradations. Ce sont les organisateurs qui devront payer.

Attaques contre les migrants

Javier Milei n'est pas tant opposé à l'immigration (essentiellement italienne et espagnole, mais aussi venant des pays voisins), mais plutôt à certain type de dépenses de l'État qui y sont associées. Le gouvernement argentin a annoncé la mise en place de frais de scolarité pour les étudiants étrangers, soulignant qu'un étudiant sur trois en médecine n'est pas argentin. Concernant le domaine de la santé, l'exécutif a également mis fin à la gratuité des soins pour les étrangers, laissant aux organismes compétents le choix de facturer ou non leurs services. À titre d'exemple, le gouvernement a mentionné les résultats obtenus à Salta, une ville du nord de l'Argentine, où « *l'attention [les soins] portée aux étrangers a chuté de 95 %, générant une économie de 60 millions de pesos* ».

Parmi les autres mesures annoncées figure l'introduction de nouveaux motifs légaux d'expulsion ou d'inaccessibilité au territoire : « *Si une personne est prise en flagrant délit de commettre un crime ou arrêtée pour violation du système démocratique, elle sera renvoyée dans son pays.* »

Un an après



L'inflation, à 120 % en 2024, reste une des plus élevées au monde. Mais à coup de « tronçonneuse » dans les comptes publics (-35%), d'émission monétaire asséchée, de subventions tarées, elle a été contenue à 3 ou 4 % mensuels (2,7 % en octobre 2024) contre 17 % mensuels en moyenne l'année précédente en moins d'un an. Les banques refont crédit et donc les entreprises peuvent de nouveau investir. Cette reprise est attribuée en partie au dépôt massif de dollars par le biais du blanchiment de l'argent (voir ci-dessous)...

Ce « résultat » fut obtenu sur la base d'**une profonde récession** (le PIB a chuté de 3,8% en glissement annuel, avec une légère reprise de 0,6% au dernier trimestre 2024), de la chute des revenus salariaux et des pensions, de la baisse de la consommation (privée de l'ordre de 15% en un an, et publique de l'ordre de 6,5% en un an), de l'augmentation de millions de pauvres et d'indigents, de l'effondrement des travaux publics, du démantèlement de l'enseignement public et des entités culturelles (universités payantes entre autres), scientifiques et techniques.

Pour l'instant, la « *destruction créatrice* » est surtout destructrice : faillite de 16 500 entreprises en un an. Parmi les autres « gagnants » à court terme, il y aurait les services financiers et l'immobilier grâce au « blanchiment » des liquidités (amnistie des fraudes fiscales et exonération fiscales des Argentins rapatriant leurs capitaux, s'ils investissent dans l'économie nationale).

Entre les postes supprimés (33 000 dans le public sur les 50 000 annoncés), et ceux perdus dans le privé par la chute d'activité, la saignée est estimée à 260 000 emplois perdus, selon les registres officiels. Le **chômage a augmenté**, passant de 6,6 % en 2023 à 8 % en 2024, selon les chiffres ministériels qui ne prennent pas en compte l'impact sur secteur informel, massif en Argentine : 70% des travailleurs du bâtiment ne sont pas déclarés (et n'ont aucun droit social), de même pour 75% des

employées de maison. Ce nombre de travailleurs et travailleuses non déclarés explique que, malgré les licenciements massifs, le chômage ait si peu augmenté, dans les statistiques officielles. Par ailleurs, si les salarié-es ont moins d'argent à dépenser, cela implique moins de vente dans la rue (et donc moins de ressources) pour les travailleurs/travailleuses du secteur informel.

La pauvreté a bondi au deuxième semestre 2024 à 52,9 % (taux de pauvreté estimé à 40% au premier semestre 2023), soit 24,8 millions de personnes (sur une population totale de 46 millions). La pauvreté des enfants se situe à 66%. Le pouvoir d'achat des Argentins a baissé de 15% en un semestre. Le nombre de sans-abris explose. Les soupes populaires, prises d'assaut, ne sont plus subventionnées, elles disparaissent ou ne peuvent plus nourrir toutes les personnes faisant la queue.

La pauvreté s'intensifie aussi. L'indigence ou extrême pauvreté (sous le seuil du « panier alimentaire » : 109 \$ / mois) atteint 18% ; 50% des travailleurs ont gagné moins de 300 000 pesos [330 dollars] au premier trimestre 2024, deux enfants de moins de 14 ans sur trois sont indigents (11% fin 2023). En outre, 35 % des jeunes n'ont pas terminé l'école secondaire.

Une des raisons de la progression de la pauvreté est que le revenu des ménages a augmenté de 87 % au premier semestre 2024, pendant que le prix du « panier moyen » progressait de 115 %. D'où la baisse historique de la consommation de lait (-17%) ou de viande bovine, largement consommée en Argentine. Les subventions pour l'électricité, le gaz, l'eau et les transports publics ont été supprimées. En décembre 2023, une famille de classe moyenne dépensait environ 30 000 pesos (soit environ 30 dollars) par mois pour l'électricité, le gaz, l'eau et les transports publics. En septembre 2024, ces dépenses sont passées à 141 500 pesos (142 dollars).

Soutien des organisations dites populaires

Comment comprendre qu'un gouvernement minoritaire sur le plan institutionnel, ait pu remporter ces victoires, tout en aggravant la crise sociale pour un grand nombre d'Argentin-es et en affrontant la colère populaire qui s'est manifestée à plusieurs reprises dans la rue au cours de la première année ?

Les soutiens objectifs de Milei ne se comptent pas seulement dans les rangs de ses partenaires, ils se comptent également parmi ceux qui, malgré des discours soi-disant combatifs, lui ont servi d'appui essentiel : tant la CGT⁵⁰, qui mise sur le respect de la légalité et qui donc s'est retirée des rues après avoir négocié les intérêts pour sa bureaucratie, que les directions universitaires radicales et péronistes, qui ont abandonné la lutte contre le veto sur le financement des universités après les manifestations les plus massives de ces dernières décennies, ou que les parlementaires, même péronistes, qui ont collaboré avec le gouvernement tout au long de l'année.

Pourtant, une chose est claire : dès lors que les directions syndicales ont voulu mobiliser, les bases ont répondu avec force, qu'il s'agisse de grèves nationales ou sectorielles, ou des marches massives dans l'éducation. Dans les universités, un mouvement national, marqué par des occupations d'établissements organisées à la base, a émergé. D'autres secteurs, comme la santé, les retraités ou la culture, ont également offert des exemples significatifs de lutte. Avec un regard rétrospectif sur la première année de règne, il apparaît que la rue joue un rôle dans la résistance à Milei. Et ce sont les directions qui ont imposé des limites à ces mobilisations. Et comme ailleurs, l'opposition de gauche,

⁵⁰ La CGT revendique 7 millions d'adhérents. Même avec la moitié, elle pourrait organiser un arrêt de l'économie, si elle voulait s'en donner les moyens. Le DNU (décret de nécessité et d'urgence) a pourtant supprimé une disposition qui ferait baver les syndicats d'autres pays : la « *cotisation solidaire* ». En effet, par une loi de 1990, les employeurs prélevaient sur le salaire des non-syndiqués une somme, qu'ils reversaient aux syndicats.

quand elle ne laisse pas faire, quand elle ne sabote pas les manifestations de résistance, est fragmentée et ne donne aucune perspective de combat.



Soutien de la population

Selon le *Financial Times*, l'Argentine subit actuellement « *l'ajustement fiscal le plus drastique jamais vu dans une économie en temps de paix* ». Or, malgré deux grèves générales tôt dans son mandat (celle du 24 janvier 2024 fut très suivie, avec un million de manifestant-es dans tout le pays⁵¹) et des manifestations tendues - notamment pour la défense de l'université publique – jusqu'à celle du 1^{er} février 2025, pour la défense des droits des femmes et des minorités, Milei se targue d'un soutien stable, qui confond ses critiques : il obtient dans les sondages effectués au moment du premier anniversaire de son élection autour de 45 % d'image positive, voire près de 50 %, selon certains sondages.

Milei tente de faire accepter ce désastre social en le justifiant par l'argument suivant : « *si nous réduisons l'inflation, il y aura du développement* ». Mais cela n'est pas vrai. Le passage d'un taux d'inflation élevé à un taux plus bas n'est pas une condition suffisante ni pour le développement ni pour l'amélioration de la vie des couches populaires.

Milei a beau jeu de mettre toutes les difficultés sur le compte des gouvernements précédents (avec une inflation à plus de 200% avant son élection, et un taux de pauvreté déjà à 40 %) : « *la situation était tellement catastrophique qu'il fallait bien appliquer une thérapie de choc pendant un ou deux ans. Et, regardez, déjà l'inflation a diminué de moitié !* »

Javier Milei se présente constamment comme un "sauveur", assurant que s'il n'avait pas "évité l'hyperinflation", la pauvreté aurait atteint les 95 %...

Par ailleurs, une année de « *communication Milei* » a distillé dans la politique argentine une atmosphère viciée qui inquiète : journalistes montrés du doigt, adversaires politiques insultés. Il utilise les réseaux sociaux pour parler au « peuple » sans intermédiaire, une « *brigade digitale* », influenceurs à l'appui, est chargée d'amplifier de manière algorithmique ses propos sur ces mêmes réseaux sociaux, construisant ainsi artificiellement un climat de triomphalisme.

Les oppositions sociales sont trop faibles et trop marginales pour menacer vraiment le gouvernement. Les niveaux de pauvreté, de sous-emploi, de misère, atteints ces derniers mois ne génèrent pas la révolte et la (re)mobilisation. C'est le fatalisme qui l'emporte, à part chez les minorités politisées. Et même la propagande gouvernementale construit la division : nombre de précaires voient

⁵¹ Une cuillère d'exotisme dans ce tonneau de goudron ? Il se dit : ... dans tout le pays, « *de Buenos Aires, zone densément peuplée aux petites localités de la Patagonie* ». On peut toujours aux superbes paysages sauvages de la Terre de Feu, ses habitant-es n'en sont pas moins englué-es dans le capitalisme mondial.

d'un mauvais œil les salarié-es qui manifestent pour le maintien de leurs droits : ces *nantis* sont vus comme des obstacles empêchant Milei de redresser le pays.

Les milieux militants

Il est certain que les milieux militants, organisés et insérés dans les conflits sociaux, ont perdu beaucoup de force et de vitalité au fil des ans, en Argentine comme ailleurs. Nombre d'entre eux se sont convertis dans la gestion d'une clientèle, et ont gagné des postes dans les processus de cooptation qu'a su mettre en place le kirchnérisme⁵² au cours des douze années où ce mouvement a gouverné le pays.

Il est tout aussi certain que les courants les moins institutionnels, les plus basistes et assembléistes de ces mouvements n'ont pas su ou pu maintenir les espaces politiques et les terrains de conflits qu'ils avaient occupé au tournant du 21^{ème} siècle, lors de la grande vague ascendante de contestation et de soulèvements dont ils ont été les acteurs et les moteurs, du milieu des années 1990 jusqu'en 2003. Une date où, après les premières mesures répressives de l'exécutif d'alors contre la frange la plus combative des *piqueteros*, le kirchnérisme s'est présenté et est apparu comme le débouché politique naturel de ce cycle de luttes et de son épuisement...

Ces dernières années, **la montée de la contestation** s'est focalisée sur deux thématiques principales : les violences de genre (et en particulier les féminicides) par un **vigoureux mouvement des femmes** qui n'hésite pas à envahir les rues et à appeler à la grève féministe, et des **dizaines de conflits sur les questions environnementales**, en particulier contre les méga-projets d'extraction minière.

Un an après la grande manifestation du 24 janvier 2024, une nouvelle manifestation, le 1^{er} février 2025, a fait descendre des centaines de milliers de personnes, majoritairement des féministes mais aussi des retraités et d'autres perdant-es de l'histoire, dans les rues du pays. C'était une dizaine de jours après le discours provocateur de Milei à Davos, où, entre autres, il a déclaré la guerre au « *wokisme* » et aux féministes et aux minorités genrées qui exigent des *privileges* : le crime de *fémicide* devrait disparaître du code pénal, le droit à l'avortement serait à mettre aux oubliettes, quant aux droits des minorités de genre, il « *mène à la pédophilie* »⁵³... Manifestation antifasciste, comme la qualifient certains militants ? En tout cas, la première grande manifestation depuis des mois.

L'extrême-droite en Argentine

Le plus grand paradoxe est que l'extrême-droite n'existait tout simplement plus depuis la dictature jusque dans les années précédant l'arrivée de Milei au pouvoir. Ça a été d'abord et avant tout un courant d'opinion né à l'occasion d'une campagne électorale. C'est un amalgame de tout un ensemble de sous-courants d'opinions (anti-avortement, masculinistes/anti-féministes, anti-écologistes, anti-vax...) qui n'avaient pas d'expression politique jusque-là... Les petits groupes cathos réacs et nostalgiques de la dictature s'y sont ralliés ainsi que des franges « *libertariennes* » de la jeunesse dorée (dans les beaux quartiers privés de la région de Buenos Aires surtout).

⁵² Nestor, puis sa femme Cristina Kirchner ont présidé l'Argentine de 2003 à 2015. Il s'agit d'un courant politique populiste, dans la mouvance du péronisme, très critique vis-à-vis du néo-libéralisme.

⁵³ Il ne faut pas y voir seulement une attaque contre les avancées du féminisme : c'est aussi une stratégie efficace de l'extrême droite pour canaliser et politiser divers mécontentements sociaux, en particulier dans l'électorat jeune masculin.

Mais son principal succès électoral a été dans une partie notable de la jeunesse, paupérisée, sans avenir, située surtout dans les périphéries de l'intérieur du pays, déjà plongée dans l'économie informelle ou encore au lycée... et qui rêve de réussite, d'argent facile en devenant patron, en faisant du business... Une jeunesse qu'on peut politiquement et idéologiquement qualifier de « pro-capitaliste » (entrepreneuriale, libérale, et bien sûr hyper-connectée aux « réseaux numériques ») même si elle appartient socialement aux couches les plus ouvrières/populaires, et qui a vu dans la « caste » (fonctionnaires, syndicalistes, écologistes, politiciens...) des parasites, des profiteurs, des freins au développement de l'économie.

S'il y a une forte différence entre les extrême droites actuelles et celles des années 1920-30, c'est là qu'elle se situe : elles sont façonnées par le néolibéralisme centré sur l'individu et indexées sur la recherche de la réussite économique. Elles sont le produit de la période actuelle, qui n'est pas celle des premières décennies du 20^{ème} siècle. Les autres composantes idéologiques et politiques (la nation, la race, la xénophobie, le virilisme, le culte de la force, la dénonciation de boucs émissaires et d'ennemis intérieurs...) continuent d'exister, sont réactivées et coexistent, mais apparaissent plutôt comme des moteurs auxiliaires, des compléments nécessaires mais non suffisants à leur succès.

2025 ?

Milei assure qu'il « *continuera à fond avec la tronçonneuse* » en 2025. Il reste habité par le désir de « *rendre à l'Argentine sa grandeur*⁵⁴ ». Si en 2024, le FMI a mesuré une « contraction » de 3,8 % de l'économie (à cause des coupes budgétaires à la tronçonneuse et du repli de l'activité économique dans la plupart des secteurs qui a suivi), ce qui est une des plus fortes récessions du groupe des G20, il prévoit pour 2025, une croissance de 5 %. Ce bon élève a droit à un bon point : une renégociation des remboursements des prêts du FMI, ce qui desserre temporairement l'étau. Mais si le peso se redresse légèrement, les importations vont reprendre, et avec elles les demandes en devises, ce qui risque de déséquilibrer la balance des paiements. Enfin, le gouvernement a l'intention d'augmenter la dette publique pour honorer le remboursement de la dette déjà contractée... En février 2025, Milei annonçait vouloir sortir du Mercosur pour signer un accord privilégié avec les Etats-Unis de Trump.

Pour la partie « créatrice » de la crise, il faudrait que s'inaugure un cycle d'expansion, donnant des perspectives de profits pour les capitaux investis. Et là, l'obtention d'un taux d'exploitation satisfaisant pour les capitalistes ne suffit pas : il faut des débouchés, un marché, pour les marchandises produites... L'Argentine est extrêmement dépendante des marchés extérieurs, des exportations⁵⁵, pour son économie.

Une relance d'un cycle productif profitable dépend donc des variations des prix de marché à l'international. Le sort des ventes de gaz de schiste et de pétrole dépendra des conséquences des mesures prises par Trump visant à baisser leur prix. Le lithium sur lequel se fondent beaucoup d'espoir ne connaît pas, en ce moment, de croissance notable, la production de véhicules électriques semblant avoir marqué le pas en 2024.

⁵⁴ « *Make Argentina Great again* » à l'instar du « *Make America Great again* ». MAGA : slogan électoral de Reagan en 1980. Repris *ad nauseam* par Trump.

⁵⁵ Le soja (l'Argentine est le premier producteur mondial d'huile et de farine de soja) a perdu 30% de sa valeur, et les récoltes de céréales de 2024 semblent de médiocre qualité (pour causes climatiques).



Or, il faudrait qu'interviennent d'autres facteurs, notamment dans les quelques secteurs productifs (exportateurs) florissants qui permettent à l'économie du pays de maintenir la tête hors de l'eau et d'afficher, dans le marasme actuel, quelques chiffres positifs. Si ces débouchés n'existaient pas, la base électorale de Milei pourrait alors se réduire et partiellement se retourner. Et les alliances politiciennes opportunistes avec les différentes baronnies provinciales (péronistes ou non, "indépendants" et autres...) se défaire au point de menacer l'unité (de circonstance) du bloc dirigeant, notamment et en premier lieu au parlement fédéral.

Il y a donc beaucoup d'inconnues.

Et Trump fut de retour

Si Milei réussit ces projets, tous les dirigeants d'extrême droite dans le Nord (et dans le Sud) se renforceront. D'ailleurs à Davos, fin janvier 2025, Milei a vociféré : « *Je ne me sens plus seul. L'Argentine est devenue un vrai modèle. Et j'ai trouvé des alliés : Elon Musk, la féroce Giorgia Meloni, Viktor Orbán, Benyamin Netanyahu, Donald Trump. Une alliance se forme entre toutes les nations qui veulent être libres.* » Qu'on se le dise !

« *La prospérité est sur le point d'arriver en Argentine* », déclarait Elon Musk qui a pris les fonctions de « *ministre à l'efficacité gouvernementale* », en janvier 2025, dans la nouvelle administration Trump. A ce poste, Musk s'est donné comme objectif de réaliser 2 000 milliards de coupes budgétaires⁵⁶ sur plusieurs années, empruntant la même voie que Milei.

Des regards à l'étranger ?

Au mois d'octobre 2024, en plein débat sur le budget en France⁵⁷, Éric Ciotti osait affirmer : « *je prends l'exemple de ce qui est fait en Argentine avec le président Milei, il faut qu'on ait une tronçonneuse pour couper dans les dépenses publiques qui ne servent à rien en France. Je crois que ce qu'il porte est une piste* ». Et ainsi, Éric Ciotti marque une distance vis-à-vis de son alliée Marine Le Pen, qui avait boudé Javier Milei lors d'une grand-messe de l'extrême droite mondiale en Espagne, au mois de mai 2024, en préparation des européennes de juin 2024.

« *L'Argentine sur le chemin de la liberté derrière le professeur Milei* », titrait le journal *Le Point*, à l'approche du premier anniversaire de l'élection du président d'extrême droite.

Une vision du monde dans laquelle s'est engouffrée Valérie Pécresse, l'ex-candidate LR à la présidentielle. « *Un comité de la hache anti-bureaucratique, j'en ai rêvé et Elon Musk va le faire!* », s'est-elle empressé de twitter après la victoire de Donald Trump.

L'Argentine est la troisième puissance économique d'Amérique Latine (après le Brésil et le Mexique). Elle est dotée d'importantes réserves de pétrole, de gaz de schiste, d'or et de lithium, ce qui en fait un acteur et un partenaire économique clé tant pour l'Union Européenne (UE) dans ses tractations pour une alliance avec le Mercosur, que pour la Chine.

⁵⁶ Sur un budget global de 6 500 milliards de dollars.

⁵⁷ C'était sous le gouvernement Barnier qui allait démissionner quelques semaines plus tard. Souvenez-vous...

Sur le petit marché des opinions

... En voici trois, qui ne sont pas forcément contradictoires, mais qui pointent des aspects différents de la situation argentine ou italienne.

Fasciste ?

Ce n'est pas le terme approprié pour caractériser leurs projets. Milei, comme Meloni, cherchent à introduire des réformes du travail pour précariser l'emploi et consolider un modèle néolibéral. Pour atteindre cet objectif, ils doivent modifier les rapports de force en pliant les syndicats, les mouvements sociaux et les organisations « démocratiques ». C'est un objectif ultra-libéral, axé sur la rupture des organisations populaires de ces pays. Milei, comme Meloni, sont entourés de groupes fascistes, mais leurs projets ne sont pas fascistes. Ils n'ont pas immédiatement l'intention de forger des régimes tyranniques, avec le déploiement de la terreur contre les organisations populaires. Ce modèle réactionnaire apparaît généralement dans des conjonctures de danger révolutionnaire. Pour l'instant, ils cherchent à soumettre les travailleurs avec le soutien de la classe dominante et des médias.

Position d'une certaine partie de la jeunesse

C'est probablement dans la jeunesse paupérisée mais attirée par le miroir aux alouettes capitaliste que se trouve le vrai noyau dur, problématique, de la base extrême droitiste. C'est dans cette masse, largement inorganisée, que se trouveront les principaux « déçus » de cette idéologie, si et quand il y en aura suffisamment. Ils n'ont pas de formation politique élaborée, pas de doctrine établie, mais la puissance de leur rêve, la foi en leur mérite, leur adhésion sans réserve à la quasi-religion du développement économique et du profit, synonymes pour eux de « liberté », de réussite personnelle.

C'est à cette subjectivité-là que nous sommes confrontés. En Argentine, en Italie et ailleurs.

Et là, il ne s'agit pas seulement d'« idées justes » à opposer à des idées fausses : il faudrait que le « réel » s'en mêle, pour briser les rêves et contribuer à reformuler d'autres aspirations, d'autres espoirs.

Issue capitaliste de la crise

Le capitalisme est en crise dans tous les pays. Il cherche une issue à cette crise. Issue capitaliste de crise qui n'a jamais été, et ne sera jamais socialiste ou même humaniste. Comme disait Frédéric Lordon : « ils ne rendront pas les clés de leur plein gré ». Les capitalistes cherchent à reconstituer leur puissance économique en augmentant les profits, les intérêts et les rentes, pour accumuler le plus de capital possible. Sinon, ils sont liquidés. C'est une guerre à mort menée par le monde du Capital contre le monde du Travail. Si Orbán, Meloni ou Milei arrivent à faire rebondir les économies de leurs pays respectifs, ce sera au prix de catastrophes sociales qui impliqueront l'aggravation de l'exploitation et de la misère. A l'heure où ses lignes sont écrites, le rebond qui se profile prend la sale gueule de la guerre en Europe. On comprend dès lors pourquoi les capitalistes des autres pays regardent ces expériences de libéralisme brutal avec gourmandise.

Il reste... nous !

Il reste que, quand elles en ont la possibilité, les classes populaires, les femmes ou les étudiant-es tentent de résister et de s'opposer à ce mode destructeur de totalitarisme. A nous de nous y intéresser et de soutenir toutes formes de résistance, voire d'offensive.

Photo du « nous » ?

à vous de remplir...

Plusieurs manières d'exercer le pouvoir

Participation au gouvernement

Belgique

Pour la première fois dans l'histoire de la Belgique, un indépendantiste flamand Bart De Wever, ancien maire d'Anvers et chef de l'Alliance néoflamande (N-VA), prend la tête du gouvernement fédéral de coalition, en février 2025. Au programme : trouver 20 milliards d'euros d'économies pour réduire le déficit public annoncé à 4,6 % du PIB. De Wever souhaite limiter les dépenses publiques dans de nombreux secteurs pour y parvenir et, dans le même temps, veut augmenter le budget de défense. Il annonce aussi durcir la politique d'accueil des exilés et leurs conditions d'obtention des aides sociales, renforcer la sécurité intérieure.

Serbie

Le pouvoir du président Aleksandar Vučić (du Parti Progressiste de Serbie, d'extrême droite, SNS) repose sur une emprise tentaculaire sur l'État, l'économie et les médias, consolidée par des soutiens internationaux qui, à défaut de l'apprécier, le jugent fiable : intégré au capitalisme international, les russes et les chinois y voient une stabilité nécessaire pour leurs affaires dans les Balkans. Et il bénéficie d'une base sociale solide, cimentée par une politique d'aides ciblées et un réseau clientéliste bien rodé.

L'effondrement de l'auvent de la gare de Novi Sad, qui a coûté la vie à quinze personnes en novembre 2024 est une catastrophe éminemment politique : elle révèle l'engrenage fatal d'un système de corruptions et de malversations où le profit prime sur la sécurité. Parmi les victimes, il y avait de nombreux étudiants. La contestation est donc partie des universités, pour s'étendre à d'autres secteurs, les salariés et jusque dans les campagnes. L'ampleur de la répression a produit l'effet inverse : loin de dissuader, elle a renforcé la détermination des manifestants.



Fin janvier 2025, le premier ministre, Milos Vucevic, a démissionné. Au moment où ces lignes sont écrites, on ne connaît pas la suite du mouvement de contestation : la révolte semble continuer : une manifestation nationale a réuni des centaines de milliers de manifestants, à Belgrade le 15 mars. Des alliés dans les pays voisins des Balkans manifestent devant les ambassades de Serbie. Le maire de Novi Sad (SNS) ayant démissionné, un nouveau maire a été élu (par le conseil municipal), SNS, malgré de vives protestations.

Pays-Bas

Le Parti pour la liberté (PVV), nationaliste, islamophobe et europhobe, a largement remporté les élections législatives de novembre 2023 avec 23,5 % des voix. La formation d'extrême droite menée par Geert Wilders a ensuite longuement négocié une coalition gouvernementale. Sept mois plus tard, en mai 2024, le PVV a renoncé à la place de premier ministre au profit de l'ex-chef du renseignement Dick Schoof a été investi Premier ministre. Mais il est entré au gouvernement de coalition, avec cinq ministres du parti d'extrême droite. Au programme : une politique migratoire encore plus stricte que celle de l'UE. Le nouveau gouvernement voudrait également négocier une réduction de sa contribution au budget européen, un objectif qui fait écho à celui annoncé par Jordan Bardella pour la France.

Finlande

Lors des élections législatives du 2 avril 2023, les nationalistes du « Parti des Finlandais de base » (ou « les vrais finlandais », selon les traductions), ont recueilli 20,1 % des voix. Ils sont entrés au gouvernement à des postes clés, faisant alliance avec les conservateurs, arrivés en tête du scrutin. Parmi les priorités annoncées par la coalition gouvernementale, en fonction depuis juin 2023, figurent le durcissement de la politique migratoire et la refonte du système de prestations sociales. « *En Finlande, ils ont trahi presque toutes les promesses électorales sur lesquelles ils avaient fait campagne. Les politiques économiques qu'ils mettent en œuvre sont exactement les mêmes, voire pires, que celles des partis de droite traditionnels. Nous avons assisté à des réductions historiques des revenus et de la sécurité sociale pour de nombreux travailleurs et travailleuses à faibles revenus, ainsi qu'à des attaques historiques contre les syndicats et les droits des travailleurs et des travailleuses* », constate la dirigeante de l'Alliance de Gauche, Li Andersson.

Slovaquie

Fin septembre 2023, Fico, a déjà été deux fois premier ministre par le passé. Ancien communiste, il devient membre d'un parti qui se dit social-démocrate, gouverne le pays grâce à une coalition avec un parti d'extrême droite (SNS) et un parti de « gauche ». Opposé aux financements de l'UE en faveur de l'Ukraine, il se rallie en mars 2025 à une déclaration de militarisation européenne, après une négociation de marchands de tapis (ralliement contre accord d'approvisionnement en gaz russe). Sa politique xénophobe, homophobe et antisociale est le calque de celle de la Hongrie.

En soutien et de contrôle sans participer au gouvernement

Suède

L'extrême droite suédoise a beau n'être à la tête d'aucun ministère, elle impose ses idées. En septembre 2022 : le parti des *Démocrates de Suède* (SD), fondé par des nationalistes dont des néonazis et déjà présent au parlement depuis 2010, arrive deuxième aux élections législatives avec plus de 20% des suffrages. Il a concentré sa campagne électorale sur la question migratoire. Depuis, il a signé un accord de gouvernement avec les *Modérés* qui permet de sauver la face du « *cordon sanitaire* ». Le gouvernement négocie les lois (notamment sur l'immigration, sur la baisse des aides sociales, mais pas que) avec le SD qui a accepté de n'avoir aucun ministre. Par ailleurs, le SD contrôle d'importantes commissions au parlement. Cette alliance reste fragile. Cet accord « innovant » provoque des états d'âme chez certains députés de la majorité. S'il montre un aspect conciliant pour le moment (il faut rappeler qu'il y a à peine une décennie, la Suède se présentait comme un modèle de régime social-démocrate progressiste), l'étape suivante, clairement revendiquée par le SD est de... participer au gouvernement en 2026.

En position d'influer sur la politique gouvernementale

Grande Bretagne

Jusqu'en juillet 2024, le Royaume-Uni était une exception en Europe, car l'extrême droite n'y disposait encore d'aucune représentation parlementaire à l'échelle nationale. Ce même mois, le pays connut de violentes émeutes racistes poussées par l'extrême droite. *Reform UK*, le parti d'extrême droite de Nigel Farage, obtint aux élections dans les jours qui suivirent cinq députés au parlement. Il revendique désormais davantage d'adhérents que le parti conservateur, largement battu lors des dernières élections législatives. Ce dernier place une femme noire à sa tête pour prôner « *une politique migratoire stricte* » et un « *vrai conservatisme anti-woke* », copiant les extrémistes pour tenter

d'endiguer leur montée. Encore peu puissant, mais doté d'un dynamisme inquiétant, ce nouveau parti s'entend, dans une première étape, à radicaliser la classe politique traditionnelle.

Danemark

Si les socio-démocrates sont au pouvoir, les idées d'extrême droite aussi. La droite dure française (Ciotti, Darmanin) ou l'extrême droite (Bardella, Zemmour), ne s'y trompent pas qui visitent le royaume en l'érigant en modèle à suivre. Ce royaume, jadis champion du droit d'asile, est aujourd'hui champions des politiques restrictives voire du retour (dans l'idéal, forcé) des migrants non européens. La politique économique et sociale suit celle des pays qui l'entourent : néolibérale.

Allemagne

En février 2025, l'extrême droite incarnée par l'AfD (Alternative pour l'Allemagne) s'impose comme la principale force d'opposition en Allemagne, après les élections fédérales anticipées, avec 20,8% des suffrages, 38% chez les ouvriers, 34% chez les chômeurs, et 40% dans l'ancienne Allemagne de l'Est. Ce nouveau parti (2013) a reçu l'appui d'Elon Musk et du vice-président Vance. Au moment où ces lignes sont écrites, la CDU arrivée en tête (avec 28,5% des voix) jure *croix de bois croix de fer* qu'elle n'intégrera pas l'AfD dans le gouvernement. Pourra-t-elle résister longtemps à l'enfer⁵⁸ ? L'AfD, sans être au gouvernement, aura les moyens d'infléchir, si besoin, les politiques gouvernementales, notamment en matière d'immigration, d'éducation et de budget social. Aux élections régionales de 2024, l'AfD avait déjà obtenu une « minorité de blocage » dans plusieurs länder. Peut-on se rassurer en se disant que « *le parti de gauche Die Linke enregistre de son côté une percée spectaculaire* » ?

Autriche



Vainqueur des élections législatives de décembre 2024 (29% des voix), le Parti pour la liberté, FPÖ, n'est pas parvenu à s'accorder avec les conservateurs (ÖVP) pour former une coalition, après 5 mois de négociations. Fondé par des néonazis, ce parti reste la première force politique du pays, mais il ne gouverne pas le pays. Il avait déjà intégré un gouvernement par deux fois, en 1999 et 2017. Le nouveau gouvernement de coalition soutient l'Ukraine et entend durcir sa politique migratoire et améliorer la sécurité intérieure. Tiens, tiens... Pour empêcher le FPÖ de prendre un jour le pouvoir, bien sûr. Les idées d'extrême droite s'infiltreront donc dans les politiques à venir. En attendant, l'ÖVP et le FPÖ se sont déjà alliés pour gouverner cinq des neuf régions autrichiennes.

Grèce

Aube Dorée, parti néonazi fondé en 1980, a connu des succès électoraux entre 2012/2015, puis des discordes internes l'ont considérablement affaibli. En 2020, la justice grecque provoquait son effondrement en le qualifiant de groupe criminel : il n'a donc plus de députés. Depuis, trois partis ultranationalistes (dont les Spartiates) se disputent l'héritage. Bien qu'ils affirment se distinguer sur des points « essentiels », ils sont tous les trois homophobes, xénophobes et anti-avortement, eurosceptiques. Sans que ces partis soient au gouvernement, leurs idées imprègnent fortement le parti au pouvoir (Nouvelle Démocratie) : rhétorique nationaliste (contre la Turquie, la Serbie), positionnements anti-migrants, concentration des médias, mesures antisociales).

⁵⁸ Comptine enfantine : *croix de bois croix de fer, si je mens je vais en enfer !*

Espagne

Vox est un parti d'extrême droite, fondé en 2013 et actuellement dirigé par Santiago Abascal.

Malgré la progression de l'extrême droite en Europe, Vox, tout en étant le troisième parti du pays, se situe loin derrière les historiques Parti socialiste espagnol (PSOE) et Parti Populaire (PP). Vox a connu une ascension fulgurante lors de l'épisode indépendantiste de la Catalogne en 2017. En 2022, il a participé aux gouvernements de cinq régions espagnoles, en alliance avec le PP. Pendant un an. Puis, il a rompu cette alliance sur une brouille au sujet de la répartition des migrants (arrivant en masse aux Iles Canaries). Le discours catholique réactionnaire (l'Eglise catholique a été un soutien puissant du franquisme) légitime toutes les prises de positions homophobes, natalistes et islamophobes. Vox semble opter pour un durcissement de ses positions contrairement aux autres partis européens d'extrême droite qui eux optent pour la « stratégie de la cravate », (= être polis et propres sur soi).

Portugal

Le tout neuf parti d'extrême droite *Chega !, Assez !*, (un premier député fut élu aux Açores en 2019) est aujourd'hui la troisième force politique institutionnelle du pays. Ce pays a connu, rappelons-le, pendant 48 ans la dictature de Salazar (1933/1974). Si Chega ne se veut pas dans la continuité salazariste, il en reprend de larges pans idéologiques. Son slogan « *Dieu, patrie, famille, Travail* » est à lui seul tout un programme.

Pays ne faisant (presque) plus partie du Club

Pologne

Depuis peu, la Pologne n'appartient plus au club des Etats européens gouvernés par l'extrême droite. Lors des élections parlementaires d'octobre 2023, le parti ultraconservateur Droit et Justice (PiS), au pouvoir depuis 2015, s'est incliné face à la coalition centriste et pro-européenne menée par Donald Tusk, ancien président du Conseil européen. Celui-ci est ainsi devenu Premier ministre, mais le président de la République polonaise Andrzej Duda, toujours en fonction depuis 2015, est en revanche issu du PiS. Konfederacja, une nouvelle formation d'extrême droite, a obtenu 5 députés au Parlement européen, en juin 2024, après avoir raflé 12 % des voix en Pologne (derrière le PiS, 36%).

Vers une internationale brune ?

A Bruxelles, l'extrême droite européenne a changé de dimension et de stratégie. Les « *Patriotes* » européens constituent désormais la troisième force politique au Parlement et semblent bien décidés à peser de tout leur poids. Ils s'organisent. En février 2025, VOX a organisé à Madrid le premier sommet du groupe parlementaire européen « *Patriotes d'Europe* ». Bien sûr, des discordes se font jour ici et là dans ce conglomérat de chefs, et on peut s'en réjouir. Mais ce ne sont que des épisodes théâtraux, comparés à la politique commune qui se construit sous la houlette de Trump (absent dans les lieux, mais présent dans les discours) et de Musk (bien présent).



Quelques cartes postales auxquelles vous avez échappées

Israël : Netanyahu : 1996/1999, 2009/2021, puis depuis 2022. La nouvelle coalition gouvernementale, formée après les élections de 2022, fait la part belle aux suprémacistes juifs et aux ultraorthodoxes et prévoyait dès sa mise en place d'affaiblir le pouvoir judiciaire et d'étendre les colonies.

Turquie : Erdogan a été réélu en 2023, après plus de vingt ans au pouvoir. Persécution des kurdes, emprisonnement et assassinats des opposants, violence faites aux femmes, répression des migrants sont à mettre à son passif. S'il n'est pas d'extrême droite, il en est un clone.

Il y en a bien d'autres en Europe, au Moyen-Orient, en Asie, en Afrique... et sur le continent américain !

On n'a pas d'infos sur les empereurs manchots de l'Antarctique. Peut-être que de ce côté-là, y aurait-il un espoir ?



Des références et des remerciements

Trop de pioches sur internet pour citer tous les sites.

Une émission à écouter sur la Serbie, mars 2025 : *Vive La Sociale* sur RFPP :

<http://vivelasociale.org/les-emissions-recentes>

Le mouvement étudiant embrase la Serbie, 6 mars 2025

Trois remerciements à des relecteurs et relectrice qui ont grandement amélioré ces ébauches sur l'Argentine (Jean-François) et sur l'Italie (Nicole et Gianni). Ils et elle nous ont fourni des documents, précieux pour la compréhension.

Les erreurs, âneries et idées fausses que vous avez relevées ou avec lesquelles vous n'êtes pas d'accord sont de notre fait...



On en connaît qui vont directement à la fin !

Alors un petit jeu pour savoir si vous avez bien TOUT lu ?

- *Quel est le livre culte interdit en Hongrie parce qu'il fait la promotion de l'homosexualité ?*
- *Quel pays a instauré la flat tax (en dehors du Royaume Uni de Thatcher) ?*
- *On parle de la République de Saint-Marin.*
 - *où se trouve-t-elle ?*
 - *dans quel cadre en parle-t-on ?*
- *Quel est l'étranger qui a obtenu la nationalité italienne sans jamais y avoir séjourné ?*
- *Comment s'appelle le décret-loi qui rappelle étrangement la « loi plein emploi » en France dont les décrets d'application ne sont pas encore tous sortis ?*
- *A quel âge les italien-nes ont-ils droit à leur retraite ?*
- *C'est quoi « le plan Rwanda » ?*
- *Quels sont les deux secteurs les plus combatifs en Argentine ?*
- *Que regroupe le ministère du Capital Humain ?*
- *Quelle est la seule photo qui ne soit pas une paréïdolie, mais peut-être une projection ?*

Les réponses sont cachées dans le texte.

Alors ? L'extrême-droite, on essaie?

BEN, NON !



L'EXTRÊME-DROITE,

C'EST COMME LA MORT AUX RATS,

MIEUX VAUT NE PAS L'ESSAYER !